

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES

CONSEILS DE DISCIPLINE

DANS

L'ADMINISTRATION DES POSTES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 19 Janvier 1911, à 3 heures

PAR

Jules GUILHEN

Président M. BERTHÉLEMY, professeur
Suffragants { MM. CHENON, professeur
JÈZE, agrégé, chargé de cours

PARIS (V°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot et 12, rue Toulhier

1911

27 52 34 15 53

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions énoncées dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES

CONSEILS DE DISCIPLINE

DANS

L'ADMINISTRATION DES POSTES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 19 Janvier 1911, à 3 heures

PAR

Jules GUILHEN



Président. M. BERTHÉLEMY, professeur

Suffragants { MM. CHENON, professeur
JÈZE, agrégé, chargé de cours

PARIS (V°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot et 12, rue Toullier

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551808_0058

PRÉFACE

Un des avantages les plus considérables dont bénéficient les employés des administrations publiques et des grandes administrations privées consiste dans la stabilité de leur emploi. Généralement leur carrière se poursuit et s'achève dans le service même où ils ont été admis à débiter. Quand les bénéficiaires de cet état de choses comparent, à ce point de vue, leur situation à celle des employés et ouvriers du commerce et de l'industrie, ils apprécient plus vivement encore la tranquillité d'esprit dont ils jouissent. La crainte du chômage ne les hante pas ; ils savent qu'ils ne risquent point de se voir brusquement privés de travail ; c'est-à-dire exposés, eux et leur famille, aux privations, à la misère, peut-être à la faim.

En outre, alors qu'une loi insuffisante sur les retraites ouvrières vient à peine d'être votée et n'est pas encore appliquée, les employés de l'État et ceux de presque

toutes les grandes administrations subissent, depuis longtemps sur leur traitement des retenues forcées ; et ces retenues réunies et majorées servent à constituer des pensions de retraite qui les mettent à l'abri du besoin, à l'heure où, par suite de l'âge ou des infirmités, ils doivent cesser leurs fonctions.

Mais ces avantages, si appréciés, ne laissent pas que d'entraîner avec eux quelques inconvénients. Les employés de l'État et des grandes administrations n'ont pas, il est vrai, à redouter le chômage : par cela même, chez eux l'esprit d'initiative diminue, et ceux, qui à la suite d'un événement quelconque, sont privés de leur gagne-pain, trouvent très péniblement du travail. Obtenir d'un patron qu'il veuille bien les occuper leur est d'autant plus difficile qu'une prévention pèse sur eux. Le patron sollicité, en apprenant qu'il a en face de lui des employés de l'État ou d'une grande administration révoqués, estime aussitôt qu'ils ont dû commettre des fautes graves et repousse leur demande.

Le plus souvent d'ailleurs, jusqu'au moment de leur révocation, ils ont été occupés à des travaux très spéciaux et les connaissances acquises ne peuvent leur être d'aucune utilité en dehors de l'administration qu'ils viennent de quitter. A quoi peut servir à un ex-postier de savoir parfaitement trier des lettres, de connaître à fond les règlements ? A un ex-télégraphiste

d'être un habile manipulateur des appareils les plus compliqués ?

De même, les retraites de l'immense majorité des employés de l'État sont encore régies par la très imparfaite loi de 1853, d'après laquelle, tous ceux qui, sauf dans un nombre de cas restreint, quittent volontairement ou non l'administration avant l'âge requis, perdent tous leurs droits à une retraite éventuelle, sans que les sommes retenues leur soient remboursées.

Notons également que, dans les administrations, les salaires de début sont peu élevés et que c'est à la longue seulement, par des augmentations régulières, mais lentes à venir, qu'ils deviennent suffisants pour permettre de faire face aux nécessités croissantes de la vie.

Enfin, tous les employés de l'État et des grandes administrations privées sont d'accord, pour revendiquer, en dehors de leur service, exception faite pour quelques fonctionnaires d'autorité, une entière liberté d'opinion, qui leur paraît compatible avec une parfaite exécution de leur tâche professionnelle. Ils ne veulent pas être inquiétés pour leurs opinions politiques, religieuses ou sociales et beaucoup se refusent, à l'heure actuelle, à jouer le rôle d'agents électoraux du candidat officiel. Bien plus, il faut le dire, ceux-là mêmes, qui professent pour le régime républicain le plus entier dévouement et seraient prêts, en période

de crise, à se prodiguer sans compter pour sa défense, n'ont pas souscrit aux paroles de M. Briand, quand il disait du fonctionnaire, au sens large du mot : « Il est indispensable... que le gouvernement, qu'il est appelé à servir, puisse faire fonds sur son loyalisme et son attachement aux institutions républicaines. » Avec la déclaration des droits de l'homme, ils estiment, au contraire, que les fonctions publiques doivent aller à l'aptitude et au mérite sans que nulle autre considération entre en ligne de compte pour leur attribution.

Ces motifs nous aident à comprendre les efforts considérables faits, en ces dernières années, par les intéressés pour obtenir des garanties contre les renvois arbitraires et contre toutes les peines qui peuvent leur être infligées et entraînent des retards dans l'avancement.

Autrefois, quand une faute était reprochée à un employé de l'État, le ministre ou le chef de service statuait directement après une enquête sommaire et souvent insuffisante. Il importait de substituer à la décision du chef, qui risquait trop de ne pas présenter toutes les garanties d'impartialité voulue, celle d'une sorte de tribunal, dont les membres ne seraient pas directement intéressés à l'affaire et posséderaient la compétence nécessaire. Il fallait encore créer une procédure qui permette à l'inculpé de présenter une défense complète et efficace.

Depuis longtemps déjà les conseils universitaires fonctionnaient à la satisfaction du personnel enseignant. Leur exemple indiquait la voie dans laquelle on devait s'engager. Aussi, l'une des premières revendications, que les associations des employés de l'État qui se fondèrent après 1901, s'efforcèrent de faire aboutir, fut celle des conseils de discipline. A l'heure actuelle presque toutes les administrations sont dotées de conseils disciplinaires.

Le mouvement continue sous nos yeux ; il s'est étendu aux administrations municipales et aux grandes administrations privées. Le préfet de la Seine lui-même, très jaloux cependant de défendre avec l'énergie la plus grande le principe d'autorité, a constitué pour le personnel des services municipaux un conseil de discipline ; conseil un peu spécial il est vrai, puisqu'il est composé uniquement de tous les directeurs des grands services : directeurs du personnel, des travaux, des finances, des affaires départementales et municipales, du contentieux, du cabinet ; et qu'il est présidé par le préfet en personne. Mais cette ébauche de conseil de discipline, qu'a cru devoir établir le préfet de la Seine, n'en montre pas moins la profondeur réelle du mouvement d'où ces juridictions nouvelles sont sorties.

Les syndicats des travailleurs municipaux s'efforcent

d'obtenir une transformation des conseils actuels et ne désespèrent pas de la victoire.

Ils sont secondés par le conseil municipal et le conseil général de la Seine qui votèrent sur les propositions de M. Félix Roussel en 1904, de M. Navarre en 1906 et 1908, de M. Brunet en décembre 1908 et de M. Lemarchand le 12 juillet 1909 la constitution de conseils de discipline, « où l'élément ouvrier serait représenté par plusieurs membres ». Le préfet de la Seine n'a pas cru possible d'appliquer les décisions du conseil municipal et du conseil général.

Sur un autre terrain ces deux assemblées ont par contre obtenu gain de cause : récemment lors du renouvellement des concessions des diverses compagnies de transport, plusieurs conseillers, notamment M. Virot, proposèrent d'introduire dans le cahier des charges un article qui prévoit, dans chaque compagnie, la création d'un conseil de discipline avec représentation du personnel ; la proposition fut adoptée.

Il n'est pas jusqu'aux agents de la force publique qui n'aient ressenti la nécessité d'être protégés par des juridictions disciplinaires. Il y a quelques mois, quand une légère effervescence s'est manifestée dans le corps des gardiens de la paix, un des promoteurs du mouvement interviewé répondait : « Nous voulons fonder une association fraternelle, voici pourquoi :

» 1^o Pour forcer l'administration à instituer un con-

seil de discipline, capable de juger les moindres fautes avec toutes les garanties désirables. »

Nous pouvons bien, après ces exemples, conclure que l'institution des conseils de discipline correspond à des besoins profonds des employés et ouvriers et qu'elle est appelée à un grand avenir. C'est pour cela qu'il nous a paru intéressant de consacrer une étude aux conseils disciplinaires de l'administration des postes. Fondés depuis bientôt dix ans ils ont servi de modèle à la plupart de ceux qui, depuis cette époque, ont été institués, et, sous la pression des intéressés, leur évolution a été rapide et des plus instructives.

Les principes dont nous nous sommes inspiré pourront paraître à certains faux ou chimériques ; et cependant, nous sommes convaincu, au plus profond de nous-même, que les solutions que nous avons défendues triompheront un jour prochain. En tout état de cause, nous sommes persuadé qu'il nous sera beaucoup pardonné, parce qu'il apparaîtra nettement, que notre seul guide, au cours de cette étude, fut notre amour de la vérité et de la justice.

INTRODUCTION

Les conseils de discipline de l'administration des postes sont obligatoirement appelés à donner leur avis, chaque fois qu'une peine disciplinaire, l'avertissement simple excepté, est demandée par un chef de service contre un agent, sous-agent, ou ouvrier.

Un premier conseil de discipline fut créé par un décret du 16 novembre 1901. Un deuxième décret du 9 juin 1906, institua un conseil central et des Conseils régionaux. Le 7 septembre de la même année un dernier décret vint compléter le système en spécifiant que le nouveau régime disciplinaire serait désormais applicable au personnel de l'administration centrale resté en dehors de la réglementation antérieure.

Depuis cette époque, l'organisation de ces conseils, la procédure suivie devant eux, ont été profondément et plusieurs fois déjà modifiées, notamment par les décrets du 2 février 1907, du 18 janvier 1910 ; et

les critiques très vives, que les intéressés formulent contre les conseils actuels, laissent prévoir des réformes nouvelles dans un avenir assez rapproché.

Au début, le conseil de discipline, conseil unique, n'avait pas de pouvoir de décision propre ; il était simplement chargé d'éclairer le ministre qui pouvait ne tenir aucun compte de ses avis : c'était le système de la justice retenue. A l'heure présente, le droit de statuer en matière disciplinaire appartient toujours, soit au ministre, soit au président de la République ; mais, en aucun cas, ils ne peuvent aggraver la peine proposée par le conseil ; ils n'ont donc plus en réalité qu'un simple droit de grâce : c'est la justice déléguée. Quelques timides progrès : élection de représentants du personnel au sein des conseils, possibilité pour l'inculpé de se faire défendre par un avocat ou un de ses collègues, communication intégrale de son dossier à l'accusé, ont rapproché encore les conseils de discipline d'une véritable juridiction. Ils le deviendront le jour où, grâce à un changement de leur composition, leurs décisions ne pourront plus sembler être parfois entachées de partialité. C'est vers ce changement que doivent tendre tous les efforts de ceux qui croient à l'avenir des juridictions disciplinaires et estiment qu'elles doivent être, pour les employés, une garantie sérieuse contre l'arbitraire, pour l'administration, le moyen de maintenir une discipline ferme mais juste.

Avant d'examiner les phases successives des conseils actuels, leur organisation et leur fonctionnement, d'envisager les réformes nécessaires, il ne sera peut-être pas inutile de jeter un coup d'œil rapide sur la discipline du personnel des postes au cours du *xix^e* siècle, de même qu'il nous paraîtra intéressant d'indiquer brièvement, à la fin de cette étude, les traits principaux des régimes disciplinaires qui régissent le personnel des administrations postales de quelques pays étrangers.

LES CONSEILS DE DISCIPLINE

DANS

L'ADMINISTRATION DES POSTES

LA DISCIPLINE

DANS L'ADMINISTRATION DES POSTES

AU COURS DU XIX^e SIÈCLE

Le service de la poste aux lettres avait été établi en régie par l'Assemblée Constituante en 1791 à l'expiration du bail de la ferme des postes. De 1792 à 1797 fonctionna la régie simple qui avait à sa tête un directoire composé d'un président et de quatre administrateurs. En présence du rendement insuffisant de la régie simple, le monopole de la poste fut de nouveau concédé à un fermier en 1797; mais, deux ans après, fut inauguré le système de la régie intéressée qui devait durer jusqu'au 21 mai 1817, date de l'ordonnance qui rétablit la régie simple.

Pendant la Révolution, les arrêtés, les décisions relatifs à la poste furent si nombreux que les préposés à l'exécution du service s'y perdaient. Pour obvier à cet inconvénient, Dubourg-Chemin, directeur de la

poste à Ernée (Mayenne), publia le 20 nivôse an XII, avec l'approbation de ses chefs, une instruction qui contenait la substance de tous les règlements antérieurs.

Nous y relevons quelques renseignements sur la discipline : ce sont de pompeuses déclarations dans le goût de l'époque, qui nous rappellent la proclamation fameuse de Jourdan aux armées de la République. « Il ne peut exister, dit Dubourg-Chemin, d'administration sans une subordination absolue du grade inférieur au grade supérieur ; » mais surtout, nous y voyons déjà établies les grandes lignes du système disciplinaire qui va fonctionner pendant un siècle.

En l'an XII, le service de la poste aux lettres était dirigé par les soins d'une administration générale composée de cinq membres et d'un commissaire du gouvernement sous les ordres immédiats du ministre des Finances. Les cinq membres, qui portaient le nom d'administrateurs généraux, et le commissaire, étaient nommés par le premier consul. Pour être valables, les délibérations du conseil d'administration devaient être prises par trois membres au moins en présence du commissaire. C'est le conseil d'administration qui prononçait, sauf recours au ministre des Finances, les seules peines : amende et destitution dont pouvait être frappé le personnel. Ce personnel

comprenait alors : un inspecteur général près de l'administration générale, un inspecteur par département, et dans les bureaux des directeurs, contrôleurs et commis. Il faut y ajouter de très nombreux courriers.

Notons au passage quelques traits caractéristiques des mœurs de l'époque. C'est ainsi que les règlements envisagent à plusieurs reprises, avec une insistance particulière, la violation du secret des lettres et rappellent l'article 638 du Code pénal du 3 brumaire an IV, qui punissait l'agent coupable de deux ans de prison et de la destitution.

Les injonctions prescrivant aux courriers de se défendre énergiquement contre les malfaiteurs ne sont pas moins nombreuses. Citons notamment une décision du ministre des Finances du 20 frimaire an V, portant que : « Le peu de soin que prennent les courriers de cacher au public la nature des charges de leur voiture, et la lâcheté avec laquelle on a lieu de croire que quelques-uns se sont laissé attaquer et dépouiller, a dû d'ailleurs encourager les brigands et les voleurs, que ceux qui désirent faire le métier de courrier, doivent avoir le courage nécessaire pour défendre ce qui leur est confié, ou renoncer à cet état, et qu'il doit être admis, que tout courrier qui aura été volé sera renvoyé de sa place. »

Mais, d'une façon générale, les faits, pour lesquels

les préposés pouvaient être poursuivis disciplinairement et frappés par le Conseil d'administration n'étaient pas, comme dans les exemples précédents, nettement déterminés ; nous ne trouvons que des formules vagues : « Manque de zèle, de fidélité, de discrétion. » Par suite, le conseil d'administration avait des pouvoirs très étendus, limités seulement par le droit, reconnu au ministre de statuer définitivement. Le conseil d'administration jouait donc, en l'an XII, le rôle de tribunal de première instance et le ministre celui de juge d'appel. En réalité, l'accusé ne jouissait d'aucune des garanties accordées aux inculpés appelés à comparaître devant une juridiction de droit commun. Ses juges étaient aussi ses chefs, et, quelque grand que fut leur désir de se montrer impartiaux, ils devaient naturellement avoir une tendance à adopter les conclusions du chef de service accusateur. De plus, l'employé contre lequel était réclamée une sanction ne pouvait présenter une défense efficace, car il ignorait les appréciations de ses chefs directs sur son compte ; il n'avait pas à sa disposition les pièces de son dossier et n'était pas autorisé à se défendre oralement. Il ne connaissait qu'un résumé du rapport contenant les griefs formulés contre lui et le conseil d'administration statuait sur son cas dès qu'il avait fourni une réponse écrite à ce résumé. Les organisateurs de ce système avaient été plus préoccupés de maintenir l'autorité des chefs que d'assurer aux subor-

donnés un examen impartial de leurs fautes, des peines proportionnées à la gravité des faits répréhensibles commis.

Quelque grands que fussent pour les intéressés les inconvénients signalés, aucun changement notable ne peut être cité sous le premier Empire et la Restauration. Le seul texte qui mérite d'être retenu, pendant cette longue période, est l'article 602 de l'Instruction générale de 1808, relatif au service militaire des employés : « Il ne peut être payé aucuns appointements à des employés qui ne se seraient pas mis en règle sur le fait de la conscription. Les directeurs sont personnellement responsables de tous les paiements qu'ils pourraient faire. Ils sont, en outre, tenus de dénoncer tout employé qui aurait négligé de satisfaire à la loi dans les délais prescrits. Indépendamment de cette responsabilité pécuniaire, ils encourent encore la peine de la destitution. »

Peu à peu le service des postes se développait, son personnel augmentait constamment, les vieilles règles établies pour l'exécution du service devenaient insuffisantes. Le baron Louis, ministre des Finances en 1832, en ordonna la refonte générale. La partie relative à la discipline fut complètement remaniée et considérablement accrue. C'est toujours le conseil d'administration, composé d'un maître des requêtes au Conseil d'État, directeur, de deux sous-directeurs

et d'un secrétaire, qui statue en matière disciplinaire sauf appel au ministre ; mais l'instruction de 1832 organise, pour la première fois, la suspension provisoire. Cette partie est, depuis lors, demeurée en vigueur sans recevoir de modifications importantes. D'après l'Instruction de 1832, la suspension provisoire est prononcée par les chefs de service ou même les chefs immédiats contre les agents auxquels sont imputés, avec commencement de preuve, certains crimes ou délits : détournement ou soustraction de deniers publics ou privés ou d'effets actifs en tenant lieu, qui étaient entre les mains de ces agents en vertu de leurs fonctions. Peuvent également être suspendus, les agents qui se sont rendus coupables de faits d'insubordination grave ou qui ont, soit violé le secret des correspondances, soit introduit des objets prohibés dans les dépêches. La perception de taxes illégales, la suppression ou simplement l'ouverture de lettres confiées à la poste entraînent également la suspension. Il doit être rendu immédiatement compte à l'administration, qui statue sur sa durée et ses effets, des motifs de la suspension.

Les peines disciplinaires prévues en 1832 étaient les suivantes :

La destitution ;

Le changement de résidence avec diminution d'appointements ;

La retenue de cinq jours à un mois de traitement ;

La destitution frappait tout agent convaincu :

Soit d'avoir supprimé ou détruit une lettre qu'il détenait à raison de ses fonctions ;

Soit d'avoir violé le secret des correspondances ;

Soit d'avoir exigé ou reçu une taxe excédant celle qu'il savait être due ;

Soit d'avoir détourné tout ou partie du produit des taxes qu'il était chargé de percevoir ;

Encourait également la révocation tout facteur convaincu :

Soit d'avoir distribué frauduleusement des lettres dans la commune ou l'arrondissement où il était établi ;

Soit d'avoir repris une lettre qu'il savait avoir été ouverte par le destinataire ;

Soit enfin d'avoir négligé de se rendre au bureau après sa tournée.

Les négligences graves et habituelles, l'insubordination ou l'inconduite entraînaient encore, dans certains cas, la révocation ou tout au moins le changement de résidence avec diminution de traitement.

Les retards, le départ avant l'heure du bureau, l'insouciance étaient punies d'une retenue de cinq jours à un mois de traitement ;

Sous le second Empire, pour rendre le système

plus souple, afin de pouvoir mieux proportionner la punition à la gravité de la faute, le nombre des peines fut considérablement augmenté.

En 1856, les peines disciplinaires se divisent ainsi :

1° La réprimande avec ou sans mise à l'ordre du jour dans le bureau ;

2° La retenue ou privation de traitement ;

3° La suspension des fonctions ;

4° Le changement de résidence avec ou sans perte de traitement ;

5° La descente de grade ;

6° La mise à la retraite d'office ;

7° La radiation des cadres ;

8° La révocation.

Toutes ces peines, comme auparavant, étaient imposées aux agents par l'administration en conseil.

Elles s'appliquaient toujours :

Aux infractions et irrégularités commises dans le service ;

Aux faits d'inconduite ou d'abus de fonctions ;

Aux omissions ou atténuations de recettes et aux prévarications.

En 1868, la réprimande avec ou sans mise à l'ordre du jour dans le bureau, fut remplacée par la réprimande simple ou comminatoire.

Jusqu'à cette époque, le conseil d'administration appliquait, sauf appel au ministre, toutes les peines

dont les employés des postes étaient passibles. Désormais, il n'en est plus de même, la réprimande simple ou comminatoire est infligée directement par le chef de service. C'est un recul sur le système antérieur, car le conseil d'administration, placé plus haut, composé de plusieurs membres, qui discutaient avant de se prononcer, offrait plus de garanties d'impartialité et de bonne justice que le chef de service. La bénignité seule de la réprimande simple ou comminatoire, peut excuser en partie cette innovation regrettable.

La suspension de fonctions pour une durée déterminée, disparut en 1868.

Par un décret du 23 avril 1883, l'échelle des peines disciplinaires fut, de nouveau, remaniée. La réprimande fut remplacée par l'avertissement, substitution d'un mot à un autre, destiné à réduire encore la portée de cette peine. Changement plus important, désormais seul l'avertissement simple peut être donné par le chef de service. C'est encore au décret de 1883 que nous devons la mise en disponibilité d'office. Par contre, dès cette époque, la peine vexatoire, comparable aux amendes infligées par un patron à ses ouvriers, qui consistait en retenues sur le traitement, avait disparu.

La suspension de fonctions pour une durée déterminée, supprimée en 1868, fut rétablie en 1896, mais

pour les sous-agents seulement. La privation de la haute paye, en tout ou partie, n'atteignait également que les sous-agents.

Par un arrêté du sous-secrétaire d'État, du 7 novembre 1896, les conséquences des peines disciplinaires, au point de vue de l'avancement, furent nettement déterminées.

Pour l'avertissement comminatoire, le plus prochain avancement était retardé de trois mois.

La suspension de fonctions entraînait un retard de six mois, non compris la durée de la suspension.

Le changement de résidence comportait un retard de neuf mois ; le changement de bureau, dans la même résidence, un retard de cinq mois.

Dans les cas de suppression de la haute paye, de déchéance ou de grade, la situation ancienne ne pouvait être rendue à l'agent puni qu'après une année de service irréprochable.

Sur rapport spécial et motivé, à titre exceptionnel, ces divers retards étaient atténués ou diminués.

Ainsi, peu à peu, au cours du xix^e siècle, le système disciplinaire applicable aux employés des postes s'était développé. A mesure que le service devenait plus complexe, que s'accroissait l'armée des préposés de l'administration, le besoin s'était fait sentir d'assouplir et de préciser à la fois les règlements primitifs,

en augmentant le nombre des peines et en déterminant nettement toutes leurs conséquences, même secondaires.

Mais les principes qui avaient présidé à la naissance du système sous la Révolution, n'avaient point subi d'éclipse. Le conseil d'administration était toujours, sauf appel au ministre, chargé d'infliger les principales peines disciplinaires dont les employés des postes étaient passibles. De même, nul progrès notable à signaler en ce qui concerne la procédure. Les droits de la défense étaient presque entièrement méconnus ; l'inculpé était frappé sans avoir pu se défendre avec efficacité.

Malgré la bienveillance habituelle du conseil d'administration à l'égard des accusés, ces inconvénients frappaient vivement les esprits, mais les plaintes individuelles qui s'élevaient parfois, restaient sans écho. Aux associations professionnelles qui venaient de naître, allait revenir l'honneur d'obtenir les premiers résultats.

DÉCRET DU 21 NOVEMBRE 1901

ORGANISANT UN CONSEIL DE DISCIPLINE

M. Millerand, ministre des Travaux publics en 1900, permit et favorisa même la formation d'associations destinées à défendre les intérêts professionnels du personnel de l'administration des postes. Grâce à son appui trois grands groupements : association générale des agents, association générale des sous-agents, syndicat des ouvriers des lignes, prirent une rapide extension. La modification du régime disciplinaire existant à cette époque fut une de leurs premières préoccupations.

A ce point de vue, une place toute particulière, une place prépondérante revient à l'association générale des agents. Cette association, forte par le nombre de ses adhérents, et plus encore, peut-être, par le dévouement et la valeur personnelle d'une forte phalange de ses membres les plus actifs, s'est toujours préoccupée, autant, sinon davantage, de défendre les

intérêts moraux des agents que de faire aboutir leurs revendications d'ordre matériel.

Un de ses premiers sujets d'étude fut la réforme du conseil de discipline qui, nous l'avons vu, n'était autre que le conseil d'administration érigé en tribunal dans certains cas. Dès cette époque l'association générale des agents affirmait : « L'idéal pour tous eut été de demander un conseil électif. » Cependant, elle ne se faisait pas d'illusions sur la possibilité d'aboutir immédiatement à ce résultat. Aussi sa commission d'études, qui élaborait un long et consciencieux rapport en février 1901, sur le sujet qui nous intéresse, envisagea surtout la réforme de la procédure; car, à ce point de vue, les errements suivis jusqu'alors étaient défectueux, à un degré tel, qu'il était possible d'obtenir des améliorations immédiates.

Lorsqu'un inculpé est traduit devant une juridiction quelconque, la condition principale pour que justice soit rendue, c'est que l'accusé puisse s'expliquer librement et complètement, c'est qu'il puisse faire valoir ses arguments, qu'en regard des faits reprochés, toutes les causes qui peuvent les expliquer, les atténuer, puissent être données; et, pour cela, il est absolument nécessaire que la teneur de l'accusation et tous les détails contenus dans les rapports de l'enquête soient connus de l'accusé. La procédure

suivie en 1901 à l'égard des agents, sous-agents et ouvriers des postes, fautifs ou supposés tels, traduits devant le conseil d'administration statuant disciplinairement, s'écarterait de ces conditions. Cependant le conseil ne connaissait que des fautes, administratives ou autres, d'une certaine gravité et les peines qu'il proposait pouvaient avoir pour l'avenir des inculpés une importance capitale. Il semblerait donc que le conseil eut dû s'entourer de tous les éléments capables de l'éclairer et de lui permettre de se prononcer en toute connaissance de cause.

Il n'en était rien, car l'accusé traduit devant cette juridiction ne connaissait ni le texte exact des accusations portées contre lui, ni les appréciations de ses chefs, ni les dépositions faites par les tiers au cours de l'enquête. Dès qu'une enquête était ordonnée par l'administration, le chef de service, généralement un directeur, après avoir pris connaissance des pièces qui constituaient le dossier de l'affaire, confiait à un inspecteur le soin d'informer. Cet inspecteur, selon le cas, ou bien allait aux renseignements, se livrait à une enquête personnelle, ou, tout simplement, se basait sur les pièces du dossier, puis rédigeait sur formule 532 un résumé des griefs imputés à l'employé.

Ce résumé, en double expédition, était alors communiqué à l'inculpé par l'intermédiaire de son chef immédiat qui devait lui-même, à la suite des explications

de son subordonné, faire connaître son appréciation sur l'affaire et sur l'accusé. Après l'accomplissement de ces formalités, les formules faisaient retour à l'agent enquêteur, qui y consignait son avis motivé avant de les adjoindre au dossier primitif. Ce dossier était alors rendu au chef de service.

Ce dernier, s'inspirant de tout ce qui figurait au dossier, ainsi que de ses renseignements personnels, donnait à son tour son appréciation, prenait des conclusions, le plus souvent conformes à l'avis de l'enquêteur, et renvoyait le tout à l'administration.

Ici un bureau spécial était chargé d'examiner la suite que comportait l'affaire, en se basant principalement sur les conclusions ou propositions du chef de service; le cas échéant, ce bureau faisait un rapport succinct pour soumettre la cause au conseil.

Le conseil, à la vérité, ne donnait qu'un simple avis et ses décisions ne devenaient définitives qu'après approbation du chef suprême de l'administration; mais celui-ci, presque toujours, sanctionnait purement et simplement les jugements du conseil. En réalité, c'était le conseil qui prononçait. Quelques jours après, l'enquête recevait communication de la décision prise, il n'avait qu'à s'incliner.

Ainsi, seuls un résumé de l'acte d'accusation et le texte de la décision étaient connus de l'inculpé, tout le reste lui échappait : appréciation de ses chefs,

résultats de l'enquête administrative, de l'enquête extra-administrative s'il y en avait eu, il ignorait toutes ces choses qui avaient une influence considérable sur ses juges. La connaissance complète du dossier de l'enquête aurait cependant été pour lui d'une grande importance. Il aurait pu préciser, élargir sa défense, rétorquer, peut-être même annuler certaines dépositions de personnes ennemies ou simplement malveillantes, de chefs partiiaux ou inexactement renseignés.

La procédure suivie, en 1901, devant le conseil d'administration paraissait plus anormale encore aux intéressés, quand ils la comparaient à la procédure en usage devant les juridictions de droit commun où les précautions les plus minutieuses sont prises pour assurer les droits de la défense

Aussi l'association générale des agents des postes demandait-elle :

1° La communication intégrale de toutes les pièces du dossier à l'agent ou sans agent en cause, comme étant de droit dans tous les cas, et comme conséquence, la faculté pour l'agent et sous-agent, en cause, de répondre à nouveau avant le renvoi du dossier à l'administration ;

2° L'autorisation pour tout agent ou sous-agent incriminé de venir se défendre en personne devant le conseil de discipline ;

3° L'adjonction au conseil d'administration d'un membre de l'association générale des agents.

Ces modestes revendications furent envisagées avec bienveillance par le ministre qui prépara un décret de réorganisation du système jusqu'alors en vigueur.

Ce décret parut à l'*Officiel* le 21 novembre 1901. Dans son article premier, il proclamait : « Il est institué au sous secrétariat des postes et télégraphes un conseil de discipline. » Sa compétence était à peu près identique à celle de l'ancien conseil d'administration statuant disciplinairement et l'échelle des peines n'était pas modifiée. Néanmoins, seuls à l'avenir : la suspension de fonctions appliquée à titre de peine aux sous-agents et ouvriers commissionnés pour une durée limitée, le changement de service ou de résidence sans diminution de traitement prononcé par mesures disciplinaires entraînaient un retard d'avancement de classe qui ne pouvait dépasser neuf mois et dont la durée, sous cette réserve, était fixée par le conseil de discipline.

La déchéance de traitement ou de grade, le changement de service ou de résidence avec diminution de traitement ne comportait plus de retard d'avancement.

Le conseil de discipline établi en 1901 avait encore un rôle consultatif indiqué en termes très vagues par l'article 2 du décret : « Le conseil de discipline peut en outre être appelé à donner son avis sur toutes les

questions qui lui sont soumises par le ministre ou le sous-secrétaire d'État. Il ne pouvait fonctionner utilement à ce point de vue, sans être détourné de son véritable but, que dans un nombre limité d'hypothèses. Le décret lui-même en citait une : dans le cas où un agent, sous-agent ou ouvrier commissionné mis en disponibilité ou à la retraite d'office, révoqué ou exclu, demandait sa réintégration. Une consultation du conseil de discipline était encore utile quand le ministre devait statuer sur la durée et les effets de la suspension des fonctions appliquée à titre préventif aux agents et sous-agents d'après les prescriptions des articles 41 et 51 de l'Instruction générale.

Le conseil de discipline comprenait des membres de droit et des membres nommés par arrêté ministériel qui étaient censés représenter le personnel.

Étaient membres de droit :

Les directeurs de l'administration centrale.

Le chef de cabinet du ministre et le chef de cabinet du sous-secrétaire d'État.

Les chefs des premier et deuxième bureaux du personnel, rapporteurs.

Les agents, sous-agents et ouvriers commissionnés des services extérieurs étaient rangés au point de vue de leur représentation au conseil en onze catégories. Sans entrer en de trop longs détails, disons que ces catégories composées d'employés ayant des grades à

peu près équivalents étaient au nombre de sept pour les agents, trois pour les sous-agents. Quant aux ouvriers, ils étaient tous compris dans la onzième catégorie.

La composition de deux des catégories les plus importantes nous donnera une idée suffisante de ce qu'étaient les divisions imaginées en 1901.

La sixième catégorie comprenait :

- 1° Les receveurs de bureaux simples ;
- 2° Les commis et surnuméraires ;
- 3° Les conducteurs de travaux ;
- 4° Les mécaniciens ;
- 5° Les dessinateurs ;
- 6° Les expéditionnaires .

La dixième catégorie réunissait :

- 1° Les facteurs de ville des postes ;
- 2° Les facteurs des télégraphes et des téléphones ;
- 3° Les jeunes facteurs des télégraphes ;
- 4° Les gardiens de bureaux ambulants et sédentaires ;
- 5° Les chargeurs aux gares ;
- 6° Les facteurs locaux et ruraux ;
- 7° Les facteurs auxiliaires ;
- 8° Les courriers auxiliaires ;
- 9° Les gardiens de bureau auxiliaires ;
- 10° Les chargeurs auxiliaires ;
- 11° Les gardiens d'entrepôt.

Le ministre choisissait, dans chacune des onze caté-

gories, deux membres qui siégeaient au conseil pour les affaires ressortissant à leur catégorie. Ces membres étaient désignés pour une période d'un an et ne pouvaient être renommés immédiatement.

La présidence du conseil de discipline appartenait au membre de droit le plus ancien, du grade le plus élevé. Quand un membre de droit était absent, il était suppléé par l'agent le plus élevé en grade et en raitement du service auquel il appartenait.

Les membres nommés, en cas d'absence, étaient remplacés par les suppléants de leur catégorie désignés par l'arrêté ministériel qui avait nommé les titulaires.

Un rédacteur de l'administration centrale remplissait les fonctions de secrétaire.

La procédure, en principe, était toujours écrite, le conseil délibérait sur les rapports présentés par les services compétents de l'administration centrale, auxquels étaient annexés les dossiers d'enquête. Néanmoins le conseil avait le droit d'appeler devant lui l'intéressé.

Bien plus, tout postier incriminé pouvait, de son côté, présenter en personne ses moyens de défense. Mais dans le cas où il tenait à user de cette faculté il devait informer de son intention le conseil de discipline dans un délai de trois jours ; délai qui commençait à courir au moment où il recevait l'avis lui faisant connaître que l'affaire était transmise au conseil.

Ainsi, désormais, le personnel des services extérieurs des postes et télégraphes possédait un conseil de discipline, obligatoirement chargé de donner son avis sur la suite que comportaient les procès-verbaux d'enquête établis par les chefs de service, chaque fois qu'une peine plus grave que l'avertissement était requise. Mais en réalité ce conseil de discipline ne différait du conseil d'administration que par l'adjonction des deux membres choisis parmi les pairs de l'inculpé.

Néanmoins l'idée d'un conseil de discipline, distinct du conseil d'administration, était semée; elle allait germer dans les esprits. L'article premier du décret du 21 novembre 1901 avait de plus le mérite de rappeler aux directeurs qui siégeaient au conseil de discipline qu'ils devaient être, avant tout, des juges préoccupés non de l'exemple à faire, mais de la justice à rendre, ce qu'auparavant ils auraient pu oublier parfois alors que le conseil d'administration se confondait entièrement avec le conseil de discipline.

De plus, le décret de 1901 appliquait pour la première fois aux ouvriers les règlements qui régissaient les agents et sous-agents. Jusqu'à ce moment les instructions générales ne s'étaient pas occupées de cette partie du personnel postal. Cependant le nombre des ouvriers s'était rapidement accru par suite de l'extension des réseaux télégraphiques et téléphoniques. Une

grande partie d'entre eux étaient commissionnés comme les agents et les sous-agents titulaires et subissaient sur leur traitement une retenue pour la retraite. Les ouvriers commissionnés devaient naturellement profiter des nouvelles garanties accordées au personnel des services extérieurs. Nulle raison ne pouvait être invoquée pour les maintenir en dehors des textes modifiés. Le ministre le comprit et ils furent expressément cités parmi les bénéficiaires du décret de 1901.

Après cela, on est d'autant plus en droit de s'étonner lorsqu'on voit le personnel de l'administration centrale exclu de la réglementation nouvelle et les raisons qui motivèrent cette exclusion nous échappent.

Il semblerait à la lecture des textes que l'avertissement comminatoire, peine du premier degré, il est vrai, mais qui jusqu'alors était prononcée par l'administration comme les peines du deuxième degré et du troisième, aurait dû disparaître par cela même qu'il n'était pas visé dans le décret de 1901, mais une autre interprétation triompha; l'avertissement comminatoire fut maintenu. L'article 4007 de l'Instruction générale s'expliqua nettement là-dessus et cette peine fut désormais prononcée par le sous-secrétaire d'État sans qu'il eut besoin de solliciter aucun avis; toutefois c'était un des cas où il lui était loisible de consulter, s'il le jugeait bon, le conseil de discipline.

Nous ne ferons ici la critique de la composition du conseil de discipline issu du décret du 21 novembre

1901, ni en ce qui concerne les membres de droit, ni en ce qui concerne la division du personnel en catégories au point de vue de sa représentation par des membres nommés, ni en ce qui concerne le pouvoir accordé au ministre de choisir les représentants nommés. C'est un sujet sur lequel nous aurons à revenir longuement en étudiant les conseils de discipline actuels.

Par contre, il est indispensable de souligner un progrès appréciable réalisé dans la procédure. Désormais l'inculpé peut être appelé devant le conseil pour fournir des explications et il peut lui-même réclamer le droit de présenter en personne ses moyens de défense. C'est l'admission de l'un des vœux principaux émis par l'association générale des agents.

Malgré les améliorations notables que nous venons de signaler le personnel était loin d'obtenir les réformes estimées par lui indispensables. Ni la composition du conseil, ni le système des délégués nommés imaginé par le ministre, ni la procédure nouvelle, trop près encore de l'ancienne, ne lui assuraient le minimum de garanties qu'il réclamait.

Le décret du 16 novembre 1901 était plutôt une ébauche timidement pétrie qu'une œuvre forte destinée à braver la fuite des jours. Ses auteurs ne s'étaient engagés que d'un pas hésitant dans les voies nouvelles et ils s'étaient arrêtés bientôt en se deman-

dant, sans doute, s'ils n'allaient pas ébranler l'autorité des chefs sur leurs subordonnés.

Aussi les réclamations des employés des postes se prolongeaient. Agents, sous-agents, ouvriers étaient unanimes pour demander des réformes nouvelles ; ils désiraient ardemment l'extension du système inauguré en 1901 et dont l'insuffisance leur apparaissait chaque jour davantage. Ils souhaitaient que le conseil de discipline cessât d'être un simple comité consultatif chargé de donner des avis pour devenir un véritable tribunal rendant des jugements, prononçant des peines. Le décret de 1901 n'était considéré que comme le prélude de changements plus profonds.

M. Sembat, rapporteur du budget des postes en 1904, émit une idée nouvelle. Il préconisa la formation de conseils de discipline régionaux, chargés de se prononcer sur les fautes peu graves. Jusque-là, en effet, le postier dont la résidence était éloignée de Paris hésitait à se déplacer pour une affaire de peu d'importance en elle-même, qui pouvait néanmoins intéresser son avenir administratif. Il reculait devant un voyage onéreux pour ses faibles ressources. La proposition Sembat parut rationnelle aux intéressés qui l'adoptèrent.

Au surplus, chaque jour les aspirations du personnel se précisaient et s'amplifiaient. Nous avons fait

connaître les vœux émis par l'association générale des agents en 1901 peu après sa formation. Nous nous rendrons compte de l'évolution rapide qui s'était produite dans les esprits en comparant à ces vœux, timides encore, ceux qui furent votés par le congrès du même groupement tenu à Paris en 1905.

Ce congrès demandait :

- 1° La création de conseils de discipline régionaux ;
- 2° La création d'un conseil de discipline d'appel à Paris ;
- 3° Une composition identique pour ces deux conseils qui comprendraient des membres désignés par arrêté ministériel et un nombre égal de membres élus par le personnel ;
- 4° L'interdiction pour le directeur ou l'inspecteur chargé de l'enquête préalable de siéger au conseil de discipline ;
- 5° Le droit pour l'inculpé de prendre connaissance du dossier, de présenter lui-même sa défense ou de se faire défendre par un avocat ou un collègue choisi par lui ;
- 6° L'obligation pour le conseil de motiver ses décisions ;
- 7° L'interdiction pour l'administration de modifier les peines dans le sens de l'aggravation ;
- 8° L'extension de la juridiction des conseils de discipline à l'administration centrale.

M. Barthou, ministre des travaux publics et des postes et télégraphes en 1906, estima qu'il était possible d'accueillir dans une large mesure ces desiderata et il prépara le décret du 9 juin 1906 dont la plupart des dispositions sont encore en vigueur et qui reste la base du système disciplinaire auquel se trouve soumis à l'heure présente le personnel postal.

DÉCRET DU 9 JUIN 1906

CONSEILS RÉGIONAUX. — CONSEIL CENTRAL RÉFORME DE LA PROCÉDURE

Le décret du 9 juin 1906 se trouve placé au centre même de notre sujet et son importance est telle qu'il nous paraît indispensable de citer intégralement la plus grande partie de ses dispositions.

Comme le décret du 21 novembre 1901 il s'applique à la fois aux agents, sous-agents titulaires et auxiliaires et aux ouvriers commissionnés des services extérieurs de l'administration des postes, télégraphes et téléphones.

Les peines dont sont passibles ces employés sont ainsi graduées :

a) Peines du premier degré.

L'avertissement donné par le chef de service.

La suspension de fonctions pour une durée maxima de huit jours et le changement de bureau dans la même résidence applicables aux jeunes facteurs exclusivement.

b) Peines du deuxième degré.

L'avertissement comminatoire infligé par le ministre ou le sous-secrétaire d'État.

La suspension de fonctions appliquée à titre disciplinaire pour une durée limitée aux sous-agents titulaires ou auxiliaires et aux ouvriers commissionnés.

Le changement de bureau ou de service dans la même résidence sans diminution de traitement.

c) Peines du troisième degré.

Le changement de résidence sans diminution de traitement.

Le changement de résidence et de service sans diminution de traitement.

La déchéance de traitement ou de grade sans changement de résidence.

Le changement de service ou de résidence avec diminution de traitement.

La mise en disponibilité et la mise à la retraite d'office par mesure disciplinaire.

La révocation pour les titulaires ou l'exclusion pour les auxiliaires.

Les peines du deuxième degré et les deux premières peines du troisième degré peuvent avoir pour conséquence un retard d'avancement de classe. Ce retard fixé en même temps que la peine principale est au maximum de trois mois pour l'avertissement comminatoire et de neuf mois pour les autres peines.

A qui appartient le droit de prononcer ces peines ?

Les peines du premier degré sont infligées directement par les chefs de service, quant aux peines du deuxième et du troisième degré, il faut distinguer. S'agit-il d'un agent nommé par décret ou arrêté ministériel ? D'après le décret de 1906, c'est le ministre qui statue. Pour les autres agents, les sous-agents titulaires et auxiliaires et les ouvriers commissionnés le même droit est dévolu au sous-secrétaire d'État. Toutefois seul le Président de la République a le droit de prononcer la révocation des agents nommés par décret.

C'est ici qu'apparaissent les conseils de discipline, conseils régionaux et conseil central. Les conseils de discipline régionaux sont obligatoirement appelés à donner leur avis sur la suite que comportent les propositions tendant à l'application d'une des peines du deuxième degré à l'égard d'agents, de sous-agents ou d'ouvriers compris dans certaines catégories que nous retrouverons.

Le conseil central doit donner son avis toutes les fois qu'une peine du troisième degré est requise et, en outre, toutes les fois qu'une peine du deuxième degré est demandée contre un agent des services extérieurs non compris dans les catégories qui ressortent pour ces pénalités des conseils de discipline régionaux.

Le conseil central conserve le rôle consultatif

qu'avait attribué le décret du 21 novembre 1901 à l'ancien conseil de discipline.

Chaque conseil comprend des membres de droit qui prennent part à toutes les délibérations et des membres représentants qui siègent seulement pour les affaires concernant leur catégorie.

Sont membres de droit dans les conseils régionaux :

Le directeur départemental de la résidence siège du conseil ;

L'inspecteur ;

Le receveur de bureau composé ;

Le chef ou sous-chef de section ou à défaut le chef de brigade ou le commis principal (les plus anciens en grade de cette résidence).

Exceptionnellement le conseil régional siégeant à Paris comprend comme membre de droit :

Le directeur des postes de la Seine ;

L'ingénieur en chef chargé de la direction des services électriques de la région de Paris ;

L'ingénieur principal le plus ancien du service des ateliers ou du service de la vérification et du dépôt central (établissements du boulevard Brune). L'inspecteur ordinaire le plus ancien de la direction du département de Seine-et-Oise ;

Celui des membres de droit qui appartient au même service que l'agent, sous-agent ou ouvrier en cause n'assiste pas à la délibération. En outre, l'inspecteur de Seine-et-Oise prend part seulement aux

débats concernant les agents des services de Paris (Seine, services électriques, service ambulancier et services spéciaux).

Les membres de droit du conseil central étaient d'après le décret de 1906 :

1° Les directeurs ou chefs des cabinets du ministre ou du sous-secrétaire d'État ;

2° Les directeurs de l'administration centrale ;

3° Le chef du personnel et le chef du secrétariat administratif du sous-secrétaire d'État.

A côté des membres de droit siègent dans les conseils régionaux et au conseil central des membres représentants choisis dans la catégorie à laquelle appartient l'inculpé.

Au point de vue de cette représentation, le personnel des services extérieurs fut réparti en 1906 dans les onze catégories suivantes, presque identiques à celles adoptées en 1901.

I. — Inspecteurs généraux.

II. — Ingénieurs en chef ; directeurs ; sous-directeurs ; ingénieurs principaux ; inspecteurs principaux.

III. — Ingénieurs ordinaires ; inspecteurs et sous-inspecteurs.

IV. — Receveurs de bureaux composés ; chefs de centre de dépôt télégraphique ou de bureaux centraux téléphoniques ; chefs et sous-chefs de section ; chefs de brigade.

V. — Commis principaux ; contrôleurs du service maritime ; rédacteurs ; agents mécaniciens principaux ; chefs mécaniciens, chimiste.

VI. — Receveurs de bureaux simples ; commis et surnuméraires ; conducteurs de travaux ; agents mécaniciens ; dessinateurs ; expéditionnaires.

VII. — Receveuses ; dames employées.

VIII. — Brigadiers facteurs ; chefs surveillants ; chefs d'atelier ; contremaîtres ; contremaîtresses ; brigadiers-chargeurs ; sous-agents du matériel.

IX. — Courriers convoyeurs ; entreposeurs ; surveillants des télégraphes et des téléphones ; facteurs chefs des postes ; facteurs chefs des télégraphes ; facteurs sous-chefs des postes ; facteurs-receveurs.

X. — Facteurs de ville des postes ; facteurs des télégraphes et des téléphones, jeunes facteurs des télégraphes ; courriers ambulants ; gardiens de bureaux sédentaires ; chargeurs ; facteurs locaux et ruraux ; facteurs auxiliaires ; courriers auxiliaires ; gardiens de bureau auxiliaires ; chargeurs auxiliaires ; gardiens d'entrepôt.

XI. — Ouvriers et ouvrières ; hommes de peine ; femmes de service ; concierges auxiliaires.

C'était le ministre qui nommait dans chacune de ces catégories et pour chaque conseil les agents, sous-agents et ouvriers appelés à siéger. Le mandat durait un an et ne pouvait être immédiatement renouvelé.

Nous n'avons aucune modification à signaler en ce qui concerne la présidence, le remplacement des membres de droit ou des membres nommés absents.

Pour chaque affaire les membres de droit et les deux représentants de la catégorie à laquelle appartient l'agent en cause siègent au conseil régional ou central.

La procédure est presque toujours entièrement écrite. Les conseils régionaux délibèrent sur les rapports écrits des chefs de service ayant sous leurs ordres les agents, sous-agents ou ouvriers en cause. Le conseil central délibère sur les rapports écrits présentés par les services compétents de l'administration centrale.

Les rapports sont accompagnés du dossier d'enquête et des pièces à l'appui. Il est tenu un registre des délibérations.

Les fonctions de secrétaire sont remplies par un rédacteur de la direction dans chaque conseil régional et par un rédacteur de l'administration centrale, bureau du personnel, au conseil central.

Désormais l'inculpé a le droit de présenter ses moyens de défense soit en personne, soit par l'intermédiaire d'un de ses collègues du même grade résidant au siège du conseil ou d'un avocat.

S'il n'existe pas d'agents de son grade dans la résidence même l'intéressé peut choisir comme défenseur un de ses collègues du département où siège le conseil de discipline.

Dans le cas où il tient à user de ces facultés il doit, dans un délai de trois jours, en informer par lettre le directeur départemental s'il s'agit d'une affaire soumise à cette juridiction, et l'administration centrale, bureau du personnel, pour les affaires ressortissant au conseil central.

Un article spécial envisage le cas des agents et ouvriers commissionnés du cadre métropolitain en service aux colonies ou en Algérie et dont l'affaire serait soumise au conseil central de discipline, par application des dispositions qui lui attribuaient un rôle consultatif.

Pour éviter des déplacements très longs et onéreux il est interdit à ces employés de se présenter en personne s'il existe un conseil local.

Toutefois ils conservent le droit de se faire représenter par un collègue du même grade ou un avocat, à charge par eux d'en donner avis dès que l'affaire est soumise à l'administration métropolitaine.

Le même article décide que la compétence et les pouvoirs des conseils fonctionnant en Algérie et dans les colonies ne sont en rien modifiés.

Le décret se termine par quelques dispositions très importantes concernant le droit de défense, le rôle exact et les véritables pouvoirs des conseils de discipline.

C'est ainsi que le dossier et toutes les pièces y annexées sont, trois jours avant la séance, tenus au siège du conseil à la disposition de l'intéressé et de son défenseur.

En aucun cas les agents, sous-agents et ouvriers ne peuvent être appelés devant un conseil dans la composition duquel entrerait un ou plusieurs de leurs chefs.

Pour éviter toute confusion, et répondre, par la négative, il est vrai, à l'un des vœux émis par le personnel, l'article 24 décide : « Les propositions et avis des conseils de discipline régionaux ne peuvent donner lieu à appel devant le conseil central de discipline. »

Enfin l'une des innovations les plus importantes du décret est ainsi formulée : « Les peines prononcées par les conseils régionaux et par le conseil central de discipline, ne peuvent, en aucun cas, être aggravées. »

Ce décret promulgué le 9 juin 1906 devait être appliqué dès le 1^{er} septembre de la même année. Par une série d'arrêtés et de circulaires, le ministre et le sous-secrétaire d'État préparèrent sa mise en vigueur. Il est indispensable de donner ici les dispositions les plus importantes de cette réglementation.

ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

RELATIFS A LA MISE EN VIGUEUR DU DÉCRET

DU 9 JUIN 1906

Le ministre se préoccupa tout d'abord de fixer les circonscriptions des conseils régionaux et de choisir les lieux où ils siègeraient. Les villes désignées furent : Amiens, Bordeaux, Caen, Châlons-sur-Marne, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes, Nîmes, Orléans, Paris, Pau, Rennes, Rouen, Toulouse et Tours. Nous n'indiquerons pas ici quels étaient les départements rattachés à chacun de ces centres, parce qu'une division nouvelle, que nous retrouverons, a remplacé celle qui avait été adoptée en 1906. La liste des villes que nous venons de donner comme sièges des conseils de discipline régionaux a subi elle-même des modifications. Par contre, toutes les autres dispositions de l'arrêté qui nous occupe restent en vigueur.

Le siège de chaque conseil, d'après cet arrêté, est

fixé à la direction départementale de la ville où il est appelé à se réunir.

Les agents, sous-agents et ouvriers commissionnés, quel que soit le service auquel ils appartiennent, sont justiciables du conseil de discipline auquel est rattachée leur résidence.

Toutefois, les agents du service ambulant peuvent, à charge par eux d'en exprimer formellement le désir avant la clôture des enquêtes les concernant, être appelés devant le conseil régional de la résidence, siège de la direction des bureaux ambulants dont ils relèvent.

Les agents ambulants sont parfois, en effet, « envoyés en section », c'est-à-dire détachés, pendant une durée de trois mois au maximum, dans une ville autre que celle où est fixée la direction dont ils dépendent. Des agents de Paris, gare du Nord, sont, par exemple, envoyés à Calais, des agents de Paris, gare d'Austerlitz, vont à Nantes, pour effectuer le tri des correspondances sur des lignes d'importance secondaire. Ils peuvent avoir intérêt à être traduits devant le conseil, siège de la direction dont ils relèvent. Ce conseil est plus apte à apprécier la gravité des fautes de service qu'ils ont pu commettre, parce qu'un plus grand nombre d'affaires similaires lui sont soumises. D'ailleurs, les agents ambulants seront souvent rentrés à leur lieu d'attache, quand

leur cas viendra à l'ordre du jour des séances du conseil de discipline.

Les directeurs départementaux des postes et télégraphes, résidant au siège de chaque conseil régional, sont chargés de l'accomplissement de toutes les formalités. C'est eux qui centralisent les affaires déferées au conseil, adressent aux membres de droit, aux membres représentants, aux agents en cause et, le cas échéant, à leur défenseur, les convocations utiles et surveillent, sous leur responsabilité personnelle, la communication des rapports et dossiers d'enquête.

Ils échangent directement avec leurs collègues de la circonscription, les correspondances que peut nécessiter l'examen des affaires.

Ils ont la garde du registre des délibérations et des archives du conseil. Ils désignent le rédacteur chargé des fonctions de secrétaire. Ils transmettent au service compétent de l'administration centrale les affaires disciplinaires au sujet desquelles le conseil régional a exprimé son avis.

L'arrêté du 9 juin 1906, qui détermine ainsi le rôle des directeurs, contient également des prescriptions très détaillées sur la marche de la procédure devant les conseils de discipline régionaux.

Lorsque les chefs de service requièrent à l'égard d'un agent, sous-agent ou ouvrier commissionné

justiciable de ces conseils une peine du deuxième degré, ils adressent, en parfait état d'examen, le dossier de l'enquête, accompagné d'un rapport d'ensemble résumant l'affaire et justifiant leurs conclusions au directeur départemental résidant au siège du conseil de discipline régional.

Ils avisent en même temps l'administration centrale, sous le timbre du service compétent ; un double de cet avis est, quelle que soit la nature de l'affaire, envoyé au bureau du personnel.

Dès la réception d'un rapport disciplinaire au siège du conseil régional, notification est faite directement sous pli recommandé d'office à l'agent, sous-agent ou ouvrier en cause, de la date et de l'heure de la séance au cours de laquelle son cas sera examiné.

Copie de cette notification est adressée au chef de service signataire du rapport et lui tient lieu d'accusé de réception.

Un délai de huit jours, au moins, doit s'écouler entre l'envoi de la notification et la réunion du conseil.

Nous savons déjà que l'intéressé doit faire connaître dans le délai de trois jours qui suit la réception de l'avis, s'il désire se présenter en personne ou s'il a fait choix d'un défenseur. Il adresse directement sa réponse au directeur départemental résidant au

siège du conseil, et en fait remettre par la voie hiérarchique une copie à son chef de service.

Les conseils de discipline régionaux se réunissent toutes les fois que le nombre ou l'urgence des affaires à examiner l'exigent et au moins deux fois par mois.

Les affaires ne peuvent être renvoyées plus d'une fois sur la demande des intéressés, sauf circonstances exceptionnelles de nature à justifier un ajournement de longue durée. Dans ce cas, l'administration doit être consultée sous le timbre du service compétent.

Le jour et l'heure de chaque réunion sont fixés par le directeur départemental en résidence au siège du conseil. L'ordre du jour est envoyé aux membres de droit et aux membres représentants appelés à siéger.

Devant le conseil, la procédure est la suivante :

L'intéressé, s'il se présente, ou son défenseur s'il en a désigné un, est appelé devant le conseil. Il est donné lecture du rapport d'ensemble.

Le président pose, de sa propre initiative ou sur celle des membres, des questions qui paraissent de nature à éclairer le conseil.

L'intéressé ou son défenseur est admis à présenter les moyens de défense. Il est ensuite prié de se retirer. La sanction à appliquer est enfin discutée.

Le président met aux voix la proposition du chef de service signataire du rapport. Si la proposition n'est pas admise, il met successivement aux voix les sanctions proposées par les membres du conseil, en commençant par la peine la plus forte et en suivant l'ordre décroissant. Les votes ont lieu à mains-levées. En cas de partage égal des votes la voix du président ou de son suppléant est prépondérante. Le registre des délibérations ne fait mention que du vote définitif et de la sanction adoptée.

Lorsque le conseil de discipline régional estime que la peine à infliger doit être du troisième degré, il peut prononcer le renvoi de l'affaire devant le conseil central de discipline.

Les affaires examinées sont dans les quarante-huit heures adressées au service compétent de l'administration centrale.

Deux circulaires du sous-secrétaire d'État adressées le 28 juin 1906, l'une à tous les directeurs, l'autre aux seuls directeurs des départements résidant au siège d'un conseil de discipline régional précisèrent le rôle de ces chefs de service dans le système disciplinaire nouveau.

Après avoir rappelé que les rapports concluant à des peines du troisième degré contre des agents, sous-agents ou ouvriers des sept dernières catégories du personnel prévues par le décret du 9 juin, ou ceux concernant les agents des autres catégories.

quelle que fût la peine demandée, devaient être transmis dans les formes habituelles au service compétent de l'administration centrale, le sous-secrétaire d'État appelait d'une façon toute particulière l'attention des directeurs sur le devoir qui leur incombait de résumer d'une manière très claire, dans un rapport d'ensemble, les affaires relevant du conseil de discipline régional, pour que ces affaires parviennent au conseil en parfait état d'examen.

Le sous-secrétaire d'État n'ignorait pas, en effet, l'importance toute particulière de ces rapports dont les conclusions sont le plus souvent adoptées ; c'est pour cela qu'il tenait à ce qu'ils fussent le résumé exact des dossiers d'enquête.

Aux directeurs départementaux résidant au siège d'un conseil de discipline le sous-secrétaire d'État ordonnait de présider sauf empêchement absolu les séances du conseil. Après leur avoir indiqué avec quelle impartialité et quel esprit de mesure ils devaient conduire les débats, il prescrivait d'examiner les affaires dans le plus bref délai possible. En aucun cas elles ne devaient rester plus de quinze jours, tous délais compris, au secrétariat du conseil.

Telle était cette nouvelle réglementation qui réalisait les changements les plus profonds que nous ayons eu à signaler jusqu'ici. Pour mieux saisir toute l'importance des réformes opérées nous allons examiner en ses détails le décret du 9 juin 1906.

EXAMEN DU DÉCRET DU 9 JUIN 1906

Nous remarquons tout d'abord la division des peines disciplinaires en trois degrés ; cette division nouvelle était imposée par la création des conseils régionaux.

Parmi les peines du premier degré, à l'avertissement simple est ajoutée la suspension de fonctions pour une durée maxima de huit jours et le changement de bureau dans la même résidence applicables aux jeunes facteurs exclusivement. Les jeunes facteurs débutent à treize ans et une discipline particulièrement ferme est indispensable à l'égard de ces tout jeunes gens. Il est évident aussi que les peines qui nous intéressent n'auront pas pour eux les conséquences graves qu'elles entraîneraient pour un facteur adulte. Néanmoins nous estimons qu'il serait préférable de les traduire devant un conseil de discipline. Leur comparution devant le conseil frapperait leur esprit plus fortement que la lecture de l'avis par lequel le

chef de service leur inflige la suspension ou le changement de bureau dans la même résidence.

Quant à l'avertissement simple, sa suppression est désirable. C'est une peine inefficace qui laisse indifférents les agents médiocres et qui, d'autre part, infligée trop souvent, sans enquête suffisante à des agents de choix, les irrite profondément. L'avertissement simple sanctionne en effet presque toujours une négligence de service ; mais les opérations postales nécessitent moins d'application minutieuse que de célérité. Dans ces conditions quel est l'employé qui peut se vanter de ne point commettre quelques erreurs ? Les meilleurs agents, ceux qui produisent le plus, courent autant de risques que les autres, bien que leur travail soit de qualité supérieure dans l'ensemble, parce que le nombre des opérations qu'ils effectuent est plus grand. Pour nous, ces fautes légères de service ne devraient être punies que si elles sont souvent répétées et, dans ce cas, l'avertissement donné par le chef de service ne devrait pas être suffisant.

Parmi les peines du deuxième degré il en est une qu'il serait désirable de faire disparaître : c'est la suspension de fonctions appliquée à titre disciplinaire pour une durée limitée aux sous-agents titulaires ou auxiliaires et aux ouvriers commissionnés. Cette peine n'est, sous une autre forme, qu'une amende, une retenue de traitement, et, chose curieuse, elle

s'applique seulement aux sous-agents et ouvriers, à l'exclusion des agents dont les traitements sont cependant en général supérieurs. Il est une forme perfectionnée d'amende qu'il est préférable d'employer, c'est le retard d'avancement de classe qui atteint le même but sans priver l'administration des services d'un de ses préposés.

Le nombre des peines du troisième degré, leur gradation paraissent répondre à toutes les nécessités de l'heure présente.

L'article 2 du décret du 9 juin 1906, qui réglemente à nouveau les conséquences au point de vue de l'avancement de chacun des degrés de pénalité, accorde avec raison aux conseils de discipline une certaine latitude dans l'application de ce supplément de peine. Néanmoins, pour la suspension temporaire de fonctions, le changement de bureau ou de service dans la même résidence sans diminution de traitement, le changement de résidence et de service sans diminution de traitement, le maximum de neuf mois est trop élevé. Avant 1901 ces diverses pénalités entraînaient des retards de cinq ou six mois. C'est l'un de ces chiffres que l'on aurait dû choisir comme maximum, car l'employé frappé d'une peine disciplinaire est généralement, à la suite de sa condamnation, promu à l'ancienneté à une classe supérieure et cette promotion à l'ancienneté n'est au fond qu'un premier retard dans l'avancement de

trois à six mois. Il serait peut-être bon également d'établir ici une distinction basée sur les traitements : un retard dans l'avancement est surtout pénible pour ceux qui sont le moins rémunérés, pour les facteurs, les commis débutants auxquels des salaires de 1.200 et 1.500 francs assurent à peine l'indispensable.

Nous ne croyons pas nécessaire de nous appesantir ici sur le titre II du décret, relatif aux autorités ayant le pouvoir d'infliger les peines disciplinaires. Nous avons déjà démontré que la suppression de l'avertissement simple s'imposait ; or, c'est en réalité la seule peine, avec la suspension de fonctions ou le changement de bureau dans la même résidence pour les jeunes facteurs, que les chefs puissent aujourd'hui directement appliquer. Pour toutes les autres le ministre ou le président de la République, ont une autorité plus nominale que réelle, puisqu'ils ne peuvent aggraver la peine proposée par le conseil de discipline.

La création des conseils de discipline régionaux dont M. Sembat avait donné l'idée et qui avait été réclamée par l'unanimité du personnel fut favorablement accueillie et leur fonctionnement a semblé jusqu'ici satisfaire les intéressés. Il est vrai que la compétence de ces conseils est fort réduite et qu'ils ne retiennent aucune affaire grave.

Ces conseils ne sont jamais appelés à donner leur avis quand un des agents des quatre premières catégories est en cause. Leur composition ne permet pas de les

faire intervenir, en effet, quand une peine est sollicitée, par exemple, contre un directeur. En outre, le principal argument présenté pour justifier la création de conseils régionaux, celui des frais occasionnés par un voyage à Paris, perd ici la plus grande partie de sa valeur.

La ville siège d'un conseil est toujours prise en dehors des départements qui forment la circonscription rattachée à ce siège. Cette règle a été établie pour qu'un chef de service ne puisse être à la fois juge et partie. Dans le département de la Seine où le nombre des directeurs est assez grand pour assurer le respect de la règle sans recourir à cette façon de procéder, Paris a été désigné comme siège du conseil; ainsi s'explique la composition spéciale du conseil fixé à Paris et l'interdiction faite à celui des membres de droit qui appartient au même service que l'agent, sous-agent ou ouvrier en cause, d'assister à la délibération. C'est pour la même raison que l'inspecteur de Seine-et-Oise prend part seulement aux délibérations intéressant les agents des services de Paris.

Les innovations introduites par le décret du 9 juin 1906 en ce qui concerne le conseil central de discipline sont de peu d'importance. Si l'étendue de sa compétence a été forcément limitée par la création des conseils régionaux sa composition reste à peu près la même. Seuls les chefs des premier et deuxième bureaux du personnel ne siègent plus au conseil, ils

ont été remplacés par le chef du personnel (emploi nouveau) et par le chef du secrétariat administratif au cabinet du sous-secrétaire d'État. De même le rôle consultatif attribué au conseil central de discipline reste ce qu'il était en 1901.

Une des parties les plus critiquables du décret de 1906 est celle qui range le personnel en catégories au point de vue de sa représentation dans les conseils. L'un des motifs principaux de l'existence de ces représentants est qu'ils peuvent éclairer le conseil, spécialement quand il s'agit de fautes de service, sur les détails d'exécution qui ne correspondent pas toujours aux prescriptions de règlements surannés, et qu'ainsi la faute commise est replacée dans son vrai jour. Ils ont en outre le mérite de pouvoir apprécier à un point de vue spécial le degré de culpabilité de l'accusé dont ils partagent les opinions et les préjugés. Il est évident qu'avec la répartition du personnel adoptée en 1901 et reproduite presque sans changement en 1906 le but poursuivi n'est pas atteint. C'est ainsi que, dans le deuxième groupe, dans le troisième, administrateurs et ingénieurs sont confondus. Comment un inspecteur qui, en temps ordinaire, est occupé, par exemple, à vérifier la comptabilité des receveurs, à surveiller l'exécution du service par les agents et sous-agents, pourra-t-il se prononcer avec compétence sur le cas d'un ingénieur constructeur de lignes ? A un autre point de vue, nous

trouvons réunis dans le quatrième groupe les receveurs de bureau composé et les chefs et sous-chefs de section qui sont leurs subordonnés.

La cinquième section nous offre un bouquet composé des fleurs les plus disparates : commis principaux, contrôleurs du service maritime, rédacteurs, agents mécaniciens principaux, chefs mécaniciens, chimistes.

Dans les catégories qui suivent, les mêmes défauts se retrouvent. Les représentants du personnel ne pouvaient, par suite rendre tous les services que l'idée qui avait présidé à leur création laissait espérer. La vérité est que ces représentants doivent être les pairs des inculpés et remplir dans l'administration les mêmes fonctions ou des fonctions semblables. Nous verrons que l'administration, s'inspirant de ces idées, accroîtra considérablement en 1910 le nombre des catégories, sans aller assez loin, dans la voie indiquée.

C'était encore au ministre qu'appartenait en 1906 le droit de désigner les représentants du personnel. L'inconvénient de ce système est de ne pas assurer une indépendance suffisante au représentant désigné qui aura cependant besoin d'une grande force de caractère pour manifester dans les affaires graves une opinion contraire à celle des chefs qui siègent à côté de lui et se prononcent avant lui. Aussi un décret, dont nous aurons bientôt à nous

occuper, le décret du 2 février 1907, rendra électives les fonctions de représentant du personnel.

Les conseils de discipline se prononcent même en l'absence de l'intéressé qui ne peut faire opposition. Bien plus il semble à la lecture du décret que ses auteurs considèrent comme habituel le défaut faute de comparaître, néanmoins les conseils ont la faculté d'appeler devant eux l'employé poursuivi et celui-ci a le droit de présenter ses moyens de défense en personne, comme en 1901, ou encore par l'intermédiaire d'un de ses collègues du même grade résidant au siège du conseil ou d'un avocat.

L'intervention d'un collègue rendra surtout des services quand il s'agira de fautes purement professionnelles ; un avocat, par contre, plus habitué à manier la parole, à découvrir les excuses ou les circonstances atténuantes sera particulièrement utile à l'agent, sous-agent ou ouvrier inculpé d'un délit de droit commun. Mais, si cette dernière disposition a recueilli une approbation unanime auprès des intéressés, nous devons faire des réserves sérieuses sur la première qui dispense les accusés de comparaître devant les conseils. Ils devraient être tenus de se présenter en personne dans tous les cas, sinon le conseil statuerait par défaut. Lorsque des juges se prononcent sans avoir vu l'accusé, sans qu'il ait été tenu de répondre à un interrogatoire, ils risquent fort de

ne point découvrir la vérité, surtout la vérité entière qui souvent jaillit d'une attitude, d'un geste, d'un mot avec plus d'évidence et dans un jour plus cru que d'un ensemble d'enquêtes, de réponses, de rapports froids et sans vie.

Il serait également bon que l'intéressé fût libre de choisir son défenseur parmi les agents du même grade quelle que fût leur résidence. Il est fort possible en effet qu'au siège du conseil aucun de ses collègues ne se sente capable de présenter une défense efficace ou ne veuille accepter cette mission. Si l'administration a craint qu'il ne se formât en son sein des défenseurs attirés, et qu'elle ait vu là un danger, il lui était facile d'y parer en décidant qu'en aucun cas les déplacements nécessités par le désir de défendre un agent du même grade n'entraîneraient de congés supplémentaires.

Le délai de trois jours accordé à l'intéressé pour faire connaître s'il désire user des facultés et garanties que nous venons d'étudier ne nous paraît pas suffisant. Avant de se décider, il voudra sans doute s'entourer des conseils de ses amis, réfléchir longuement, un délai de huit jours serait plus normal et ne ferait pas traîner en longueur outre mesure la procédure.

L'article 35 contient une des innovations les plus heureuses du projet quand il établit que : « Les peines proposées par les conseils régionaux et par le conseil

central de discipline ne pourront en aucun cas être aggravées. C'est un des plus importants des desiderata qui lui étaient présentés par les groupements du personnel que le ministre a fait sien en édictant cette disposition. Désormais un pas immense est franchi. Quand une peine est suspendue sur la tête d'un agent, sous-agent ou ouvrier, ce n'est plus vers le ministre qu'il tourne ses regards, c'est sur le conseil de discipline qu'il fixe les yeux. Le conseil de discipline lui apparaît comme un véritable tribunal dont il attend une justice vraiment impartiale.

Après la promulgation du décret Barthou en 1906 le personnel entier escompte une sécurité plus grande dans son emploi, une plus grande indépendance, une liberté accrue, tous les avantages que poursuivent les employés des différentes administrations publiques et privées en réclamant avec insistance la création des conseils de discipline, puis leur perfectionnement.

La réalité n'a peut-être pas entièrement répondu à toutes les espérances, l'importance du décret de 1906 n'en est pas moins capitale. La création des conseils de discipline régionaux, les réformes introduites dans la procédure et les garanties nouvelles données au personnel, l'interdiction d'aggraver les peines proposées par le conseil, ce sont autant de conquêtes sans doute insuffisantes, mais nullement négligeables.

EXTENSION
DE LA RÉGLEMENTATION NOUVELLE
A L'ADMINISTRATION CENTRALE

Une des lacunes les plus considérables, et nous l'avons vu, une lacune inexplicable du décret du 6 juin 1906 consistait en ce qu'il ne s'appliquait qu'au personnel des services extérieurs. Le personnel de l'administration centrale, peu nombreux, il est vrai, si on le compare à l'armée puissante des agents, tous agents et ouvriers des services extérieurs, restait en dehors des dispositions nouvelles, de même qu'il n'avait pas été visé par le décret de 1901. Les règles anciennes continuaient à régir les employés de l'administration centrale au point de vue disciplinaire. C'était une anomalie fatalement appelée à disparaître.

Un décret du 7 septembre 1906 offrit l'occasion de modifier cet état de choses. Se basant sur ce

décret qui portait modification dans l'organisation de l'administration centrale et notamment sur l'article 13 spécifiant que « les règles relatives à l'établissement des tableaux d'avancement et à la discipline du personnel des services extérieurs sont applicables au personnel de l'administration centrale, et que les règles de détail spéciales à l'administration centrale sont déterminées par arrêté ministériel ». Le ministre des Travaux publics fit paraître, le 8 septembre, un arrêté nouveau qui, en matière disciplinaire, établissait à l'usage de l'administration centrale des règles analogues à celles qui étaient en vigueur dans les services extérieurs.

Toutefois, il n'existe pas ici de conseil de discipline, mais un « conseil des directeurs chargé de l'examen des propositions disciplinaires ». Il est vrai que ce conseil des directeurs se rapproche singulièrement du conseil de discipline, quand il statue disciplinairement, car le personnel de l'administration centrale y possède des représentants désignés dans les conditions déterminées par le décret du 6 juin 1906. Pour cette représentation, le personnel fut groupé en sept catégories.

I. — Chefs de bureaux.

II. — Sous-chefs de bureau ; bibliothécaire.

III. — Rédacteurs ; commis classeur.

IV. — Expéditionnaires.

V. — Surveillantes principales; surveillantes.

VI. — Dames employées.

VII. — Sous-agents.

Toutes les règles essentielles du décret de 1906 sont applicables ici tant au point de vue des peines que de la procédure et de l'étendue des pouvoirs du conseil. C'est un nouveau progrès réalisé par les conseils de discipline.

ÉLECTION DES MEMBRES REPRÉSENTANTS

Le personnel, par l'intermédiaire de ses grandes associations corporatives, réclamait avec une particulière insistance l'élection des membres représentants. Aux congrès annuels du syndicat des ouvriers, de l'association générale des sous-agents, de l'association générale des agents, des vœux en ce sens étaient régulièrement présentés et votés. En 1905, l'association générale des agents délibérait : « Voici résumées les bases sur lesquelles nous demandons la réorganisation du conseil de discipline... Membres élus par le personnel, membres désignés par arrêté, ces deux catégories étant numériquement égales. » En 1906, le même vœu fut rappelé et maintenu.

Un décret du 2 février 1907 adopta en partie ces conclusions. D'après ce décret, tous les trois ans, les agents de chacune des catégories prévues par le décret de 1906 élisent parmi eux, pour chaque conseil, six

délégués dans les formes prescrites par arrêté ministériel.

Les élus de chaque catégorie sont classés d'après le nombre des suffrages recueillis par chacun d'eux. En cas d'égalité du nombre des suffrages la priorité est établie par l'ancienneté des services dans l'administration ou par l'âge si l'ancienneté est la même.

Si les élections ne donnent pas de résultats ou donnent des résultats incomplets la désignation des délégués à élire ou restant à élire a lieu par voie de tirage au sort.

Les délégués sont élus pour trois ans; leur mandat est renouvelable, leur désignation est mentionnée au bulletin mensuel des postes et télégraphes.

Les deux délégués inscrits à la tête de la liste de chaque catégorie sont appelés à siéger pour les affaires ressortissant à leur catégorie.

En cas de décès ou de sortie de fonctions, ou en cas d'empêchement par suite d'avancement, de mutation, d'absence ou de récusation, ils sont suppléés par les autres délégués de la même catégorie dans l'ordre d'inscription sur la liste. Le décret du 2 février 1907 ajoute encore que tout agent traduit devant le conseil de discipline a le droit de récuser un des délégués.

Outre l'innovation de principe contenue dans ce décret : l'élection des représentants du personnel par le personnel lui-même, il contient quelques modifica-

tions qu'il importe de souligner. C'est tout d'abord l'augmentation du nombre des membres suppléants, quatre au lieu de deux par catégorie. Ce changement avait pu paraître nécessaire comme conséquence naturelle de la prolongation de la durée des mandats des représentants, durée portée de un à trois ans. Mais c'était là une exagération certaine.

Le résultat le plus évident d'un tel système apparaît vite à tous les yeux : il aboutit à faire représenter le personnel par des délégués qui ne sont pas investis de toute sa confiance, car il sera souvent assez difficile de former une liste de six membres dont quatre simplement suppléants et par le jeu du procédé imaginé en 1907 les membres de la liste dissidente pourront être appelés à leur tour. Il serait préférable dans le cas très rare où deux titulaires et deux suppléants se verraient dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions de faire procéder à de nouvelles élections.

Le décret craignait une abstention totale des électeurs et pour obvier à cet inconvénient organisait un système de désignation par voie de tirage au sort ; mais aucune condition de majorité n'étant requise, un seul vote étant nécessaire mais suffisant pour l'élection des représentants, la désignation par voie de tirage au sort ne nous paraît pas avoir de sitôt l'occasion de s'appliquer.

Le décret de 1907 contient, en outre, l'autorisation pour l'intéressé de récuser un des délégués élus. Le

personnel n'avait rien demandé en ce sens. Si on a craint l'existence entre l'inculpé et le délégué d'initiées certainement rares et si vives qu'elles fissent oublier à celui-ci ses devoirs de juge, ne pouvait-on également redouter entre l'intéressé et les chefs siégeant au conseil des haines semblables. Si on voulait s'engager dans cette voie, la récusation d'un ou plusieurs des membres de droit s'imposait.

Le décret du 2 février 1907 eut encore un résultat très heureux, celui d'attirer, grâce aux élections, l'attention de la masse restée trop indifférente sur les conseils de discipline.

Notons en terminant que ce décret ne s'appliquait pas au personnel de l'administration centrale.

DISPOSITIONS DE DÉTAILS

RELATIVES AUX ÉLECTIONS

Le principe proclamé, il fallut établir des dispositions de détail relatives à l'élection des membres représentants du personnel des services extérieurs au conseil central et aux conseils régionaux de discipline. Ce fut l'œuvre d'un long arrêté du 15 mars 1907 dont un très grand nombre de dispositions sont demeurées en vigueur, mais sont appliquées aujourd'hui à l'élection des délégués du personnel.

D'après cet arrêté,

En ce qui concerne le conseil central de discipline, tous les préposés, agents, sous-agents, titulaires et auxiliaires des services extérieurs et tous les ouvriers commissionnés, en activité dans la métropole la veille du jour fixé pour l'élection, étaient appelés à désigner les délégués de la catégorie dans laquelle ils se trouvaient rangés.

En ce qui concerne les conseils régionaux, les

agents, sous-agents et ouvriers compris dans les groupes justiciables de ces conseils, pour les peines du deuxième degré, éalisaient en même temps, pour la juridiction régionale dans laquelle ils se trouvaient en fonctions la veille de la date des élections, les représentants du groupe auquel ils appartenaient.

Par exception, les agents et sous-agents des bureaux ambulants participaient exclusivement, quelle que fût leur résidence, à la désignation des représentants du conseil régional dans le ressort duquel se trouvait placé le siège de la direction des bureaux ambulants dont ils relevaient.

A l'approche de la date des élections, les directeurs et chefs de service dressaient sous leur responsabilité, pour chacune des catégories du personnel, une liste nominative alphabétique des électeurs placés sous leurs ordres, qui était tenue à la disposition des intéressés au siège de la direction durant les huit jours qui précédaient les élections.

Ces listes étaient tenues à jour de toute nomination, radiation ou mutation susceptibles de se produire entre l'époque de leur établissement et la veille du vote jusqu'à six heures du soir. A ce moment, le chef de service arrêtaït successivement chacune des listes et en numérotait les inscriptions sans aucune intervention ou interruption. Le numérotage était spécial pour chaque liste.

Tous les employés, agents, sous-agents et ouvriers

en fonction dans la métropole la veille de l'élection étaient électeurs et éligibles.

Les représentants de chaque groupe ne pouvaient être élus que parmi les agents, sous-agents ou ouvriers appartenant au groupe considéré.

Le cumul de mandats était interdit.

L'élection avait lieu au scrutin secret et à la majorité relative des suffrages exprimés.

L'arrêté prévoyait le cas où le tirage au sort deviendrait nécessaire et organisait tout un système que nous n'exposerons pas ici, car il a été complètement transformé depuis.

Le jour fixé pour l'élection, chaque électeur, justiciable exclusivement du conseil central de discipline, remplissait un bulletin de vote en vue de l'élection des représentants de son groupe à ce conseil. Tous les autres électeurs remplissaient chacun deux bulletins de vote, l'un pour le conseil central, l'autre pour le conseil régional dont ils relevaient. Chacun des bulletins était inséré dans une enveloppe fermée ne portant pas de signes extérieurs et chacune de ces enveloppes était placée sous un second pli cacheté ou fermé à l'aide d'un procédé quelconque portant extérieurement et d'une manière très lisible l'indication de la nature de l'élection, les noms, prénoms et grade de l'électeur, ainsi que le groupe dont il faisait partie.

Les deux plis frappés très lisiblement du timbre à date du bureau de poste étaient adressés le jour du

vote au directeur ou chef de service dont relevait le votant.

Ces plis étaient classés par nature d'élection dès leur arrivée à la direction et conservés dans un meuble fermé à clé.

Les bulletins de vote étaient valables quel que fût le nombre de noms qu'ils portaient. Les noms étaient relevés dans l'ordre des inscriptions. Le cas échéant, les noms inscrits en trop n'étaient pas comptés.

Les bulletins blancs ou entièrement illisibles, ceux dans lesquels les votants se faisaient connaître, ceux qui portaient des indications ou mentions autres que les noms, prénoms, qualités et résidences ou services des candidats, n'entraient pas en compte dans le résultat du dépouillement, mais ils étaient annexés au procès-verbal. Les désignations insuffisantes ou douteuses étaient considérées comme nulles.

Dans l'après-midi du dimanche qui suivait l'élection, une commission se réunissait dans chaque direction ou service autonome sous la présidence du directeur en chef de service. Les électeurs pouvaient assister au dépouillement.

La commission ouvrait successivement les plis cachetés, préalablement classés par nature d'élection et par groupes, émargeait sur les listes des électeurs les noms des votants et gardait sous sa surveillance et celle des électeurs présents les enveloppes cachetées

contenant les bulletins de vote soigneusement divisés par groupes.

Dans les directions et services où le nombre élevé des électeurs nécessitait des moyens d'exécution plus étendus, le directeur ou chef de service avait la faculté de former une ou plusieurs sous-commissions, constituée comme la commission principale, fonctionnant dans le même local et dont la présidence incombait au plus ancien de ses collaborateurs immédiats.

Il était ensuite procédé au dépouillement pour lequel la commission et les sous-commissions pouvaient s'adjoindre des scrutateurs pris parmi les électeurs présents. Il était dressé pour cette opération et séparément pour le conseil central et pour le conseil régional de discipline, procès-verbal d'ensemble des divers scrutins effectués.

Les procès-verbaux revêtus de la signature des membres de la commission étaient établis dans chaque ordre d'élection en deux expéditions, également attestées par la commission dont l'une était conservée dans les archives de la direction et dont l'autre accompagnée des bulletins de vote, des listes d'émargement et d'un état récapitulatif des résultats certifié exact était transmise sous chargement et suivant l'espèce :

1° Au directeur départemental de la résidence, siège du conseil régional pour ce qui a trait au conseil régional ;

2° A l'inspecteur général président d'une commis-

sion spéciale que nous retrouverons pour ce qui a trait au conseil central.

Dès réception complète des envois des départements ou services de sa juridiction disciplinaire, le directeur départemental de la résidence, siège du conseil régional, réunissait dans un local accessible au personnel une commission de dépouillement.

Cette commission totalisait les résultats partiels de l'élection régionale et dressait procès-verbal des résultats définitifs qui, dûment authentifiés, étaient immédiatement proclamés et affichés en double exemplaire dans les locaux intérieurs de la direction et de la recette principale et dont copie certifiée était transmise aussitôt à l'administration centrale sous le timbre de la direction du personnel.

Les bulletins de vote, procès-verbaux et états récapitulatifs des divers centres de vote étaient conservés pendant trois mois au siège du conseil régional de discipline.

Le sous-secrétaire d'État des postes et télégraphes nommait, huit jours au moins avant les élections, une commission chargée de centraliser et de totaliser les résultats partiels au conseil central de discipline.

Lorsque les envois des différents centres de vote étaient parvenus, la commission se réunissait aussitôt que possible sur l'initiative de son président dans une des salles de l'hôtel des postes, rue du Louvre, rendue accessible au personnel intéressé, pour procéder à la

proclamation des résultats généraux de l'élection qui étaient immédiatement affichés, en double exemplaire, dans les vestibules des immeubles de l'administration sis, rue du Louvre et 103, rue de Grenelle.

Les résultats des élections régionales et ceux des élections au conseil central sont publiés au plus prochain bulletin mensuel des postes et télégraphes. Dans les quinze jours qui suivent la proclamation des résultats par la commission, les opérations électorales pourront être attaquées par tout membre du groupe électoral que l'élu est appelé à représenter.

Les réclamations et contestations seront portées devant le ministre qui statuera dans le délai d'un mois.

Lorsqu'il est nécessaire de recourir à la désignation par voie de tirage au sort de représentants, soit aux conseils régionaux, soit au conseil central de discipline, le directeur départemental de la résidence siège du conseil intéressé dans le premier cas, l'inspecteur général, président de la commission, siégeant à Paris dans le second cas, font procéder au tirage au sort de ou des délégués restant à élire dans les huit jours qui suivent la proclamation des élections acquises.

Un décret du 19 janvier 1910 a modifié l'arrêté du 15 mars 1907 en diminuant considérablement le nombre des électeurs sur lesquels peut porter le tirage au sort. En 1907, le tirage avait lieu parmi tous les électeurs éligibles.

Les représentants désignés par le sort sont ins-

crits à la suite des représentants élus et dans l'ordre des tirages.

Leurs noms sont immédiatement affichés dans la salle de la commission et publiés au *Bulletin Mensuel*.

Des élections complémentaires peuvent être prescrites par le sous-secrétaire d'État lorsque le nombre des délégués d'un groupe est réduit de moitié. Le mandat des représentants élus lors d'une élection partielle expire à la même date que celui des représentants qu'ils sont appelés à remplacer.

Nous avons dit que le décret du 2 février 1907 ne s'appliquait pas à l'administration centrale. Le 27 mars 1907, un arrêté ministériel vint combler la lacune en assimilant sur ce point le personnel de l'administration centrale à celui des services extérieurs. L'arrêté du 27 mars reproduit toutes les dispositions principales de celui du 15 mars que nous venons d'exposer longuement.

La tradition qui oblige le ministre à prendre, en matière disciplinaire, pour l'administration centrale, des arrêtés, qui ne sont que la copie très légèrement modifiée de ceux applicables aux services extérieurs, se justifierait difficilement par de fortes raisons.

Nous savons, en effet, que d'après l'article 13 du décret du 7 novembre 1906 « les règles relatives à l'établissement des tableaux d'avancement et à la discipline du personnel des services extérieurs sont

applicables au personnel de l'administration centrale ». Dès lors, il serait, semble-t-il, plus simple de prendre des arrêtés applicables au personnel tout entier. Les règles spéciales à l'administration centrale y trouveraient facilement place dans deux ou trois articles supplémentaires.

Par les arrêtés et décrets successifs que nous venons d'étudier et notamment par l'arrêté du 8 septembre et le décret du 2 février 1907, l'œuvre de réforme entreprise par M. Barthou se trouvait notablement amplifiée.

Désormais, le personnel de l'administration centrale bénéficiait des mêmes garanties que le personnel des services extérieurs; désormais agents, sous-agents et ouvriers avaient au sein des conseils des représentants élus, indépendants et aptes à faire connaître l'opinion du personnel sur les causes appelées. Si nous rappelons les réformes introduites par le décret du 9 juin 1906: création des conseils de discipline régionaux, amélioration de la procédure, interdiction d'aggraver les peines proposées par les conseils, nous nous rendrons compte du chemin parcouru en quelques mois. Néanmoins le personnel allait bientôt s'apercevoir que l'institution des conseils de discipline était encore loin d'être parfaite.

DÉCRET DU 18 JANVIER 1910

ARRÊTÉS DU 19 JANVIER 1910

RETOUCHES PARTIELLES

Au cours des années 1907, 1908 et 1909, quelques avis formulés par les conseils de discipline, notamment dans les affaires suivantes : Rose, des signataires de la lettre ouverte à M. Clemenceau, Guerrier, des sept, eurent un grand retentissement parmi le personnel postal et semblèrent lui prouver qu'il n'avait pas encore en mains l'instrument capable de lui assurer cette entière liberté de penser qui lui est particulièrement chère.

Sans insister davantage ici sur tous les cas que nous venons d'énumérer, et nous pourrions allonger la liste, disons que chaque fois les poursuites avaient été intentées pour des faits commis hors du service. Nous découvrons facilement la cause initiale de toutes ces affaires dans les conceptions absolument différentes que se font de la liberté de penser l'administration, c'est-à-dire les chefs les plus élevés en grade

d'une part, et d'autre part, la masse de leurs subordonnés.

Pour les premiers, en dehors même de ses heures de travail, la situation du postier, privilégiée sur certains points, implique l'aliénation d'une partie de ses libertés. S'ils ne disent plus comme on le faisait autrefois, que le préposé d'une administration doit penser comme le gouvernement qui le paie, il leur semble aussi inadmissible qu'un employé défende avec ardeur des conceptions politiques et économiques opposées à celles du pouvoir qu'il leur paraît naturel de rencontrer en foule d'autres employés dans les comités et groupements divers qui soutiennent les membres et les idées de la majorité.

Au surplus, M. Briand lui-même, garde des sceaux, dans l'exposé des motifs qui précédait le projet de statut des fonctionnaires déposé par lui le 25 mai 1909, sur le bureau de la Chambre, ne présentait-il pas la même théorie, mais atténuée lorsqu'il disait du fonctionnaire sans distinction aucune entre les fonctionnaires d'autorité et les fonctionnaires de gestion :

« Il est indispensable que le gouvernement qu'il est appelé à servir puisse faire fond sur son loyalisme et son attachement aux institutions républicaines. »

Les agents, sous-agents et ouvriers des postes, se font, en très grande majorité, une idée absolument différente des devoirs qui leur incombent, et des droits

dont l'exercice leur appartient. Ils estiment que lorsqu'ils ont accompli de leur mieux la tâche quotidienne qui leur est fixée, ils sont quittes envers l'État et doivent jouir du libre exercice de leurs droits de citoyens.

Un passage de la lettre ouverte à M. Clemenceau traduit bien cet état d'esprit : « Pour nous l'État est un patron comme un autre. Il doit y avoir entre nous et lui simple échange de services et rien de plus. Il nous paye un salaire, nous lui vendons notre travail, mais nous voulons garder notre liberté... »

L'expérience venait de démontrer aux intéressés que les conseils de discipline organisés par les décrets de 1900 et 1907 avec une écrasante majorité de représentants de l'administration étaient incapables de leur assurer la liberté telle qu'ils la concevaient.

Au Congrès tenu en 1908 par l'association générale des agents, M^e Thibault, avocat conseil de ce groupement s'écriait : « Vous avez à poursuivre une mesure essentielle : l'établissement de l'égalité numérique entre les représentants du personnel et les représentants de l'administration... C'est la réforme principale sur laquelle doit porter votre effort de propagande, c'est elle qui assurera la liberté de la défense, la liberté de discussion, et dans la mesure possible la liberté des juges » et le Congrès reprenait un vœu

voté en ce sens en 1907, vœu qui fut de nouveau adopté en première ligne en 1907.

Toutes les autres améliorations réclamées ne visaient que le fonctionnement des conseils et la procédure, leur importance, quoique grande, était secondaire en face de la question primordiale de l'égalité numérique des représentants.

M. Millerand qui a modifié le décret du 9 juin 1906 par un décret du 18 janvier 1910, n'a pas estimé qu'il lui fût possible d'admettre les revendications du personnel sur ce point.

Le décret du 18 janvier 1910 a eu surtout pour but de modifier la répartition du personnel en catégories au point de vue de sa représentation dans les conseils de discipline.

Nous avons montré combien étaient arbitraires les divisions adoptées en 1906 et combien elles répondaient peu à l'idée qui avait présidé à la création des représentants.

Le décret Millerand réalise un progrès notable en augmentant considérablement le nombre des divisions. Désormais les agents, sous-agents et ouvriers des services extérieurs sont répartis en deux séries et vingt-trois groupes.

SÉRIE A

I. — Directeurs départementaux ; sous-directeurs ; inspecteurs principaux.

II. — Directeurs des bureaux ambulants.

III. — Ingénieurs en chef.

IV. — Inspecteurs des services sédentaires ; agents comptables.

V. — Inspecteurs des bureaux ambulants.

VI. — Ingénieurs ordinaires.

SÉRIE B

VII. — Receveurs de bureau composé.

VIII. — Chefs de section ; sous-chefs de section.

IX. — Chefs de brigade.

X. — Rédacteurs.

XI. — Commis principaux sédentaires et ambulants ; contrôleurs des services maritimes postaux ; chefs mécaniciens ; agents mécaniciens principaux ; chefs dessinateurs.

XII. — Commis et surnuméraires ; sous-chefs mécaniciens ; agents mécaniciens.

XIII. — Receveurs et receveuses de bureau simple.

XIV. — Expéditionnaires ; dessinateurs ; conducteurs de travaux ; chimiste.

XV. — Dames employées ; dames dactylographes.

XVI. — Brigadiers-facteurs ; chefs surveillants ; chefs d'atelier ; contremaîtres ; contremaîtresses et sous-contremaîtresses ; gardiens de bureau de direction.

XVII. — Brigadiers chargeurs ; sous-agents du matériel ; courriers convoyeurs ; entreposeurs.

XVIII. — Facteurs receveurs ; facteurs chefs des postes ; facteurs chefs des télégraphes ; facteurs sous-chefs des postes ; facteurs du gouvernement.

XIX. — Courriers ambulants ; chargeurs ; gardiens de bureau sédentaires.

XX. — Facteurs de toutes catégories (titulaires et auxiliaires) ; jeunes facteurs.

XXI. — Surveillants chefs d'équipe ; ouvriers chefs d'équipe.

XXII. — Sous-agents de l'usine de la Seyne ; surveillants ; ouvriers ; hommes de service ; plantons ; ouvrières ; femmes de service ; gérantes de cabines téléphoniques.

XXIII. — Courriers auxiliaires ; gardiens d'entrepôt ; chargeurs auxiliaires.

Les membres de la série A sont justiciables seulement du conseil central.

En scindant quelques groupes tels que les groupes XI et XII ou mécaniciens et commis malgré la différence profonde de leurs occupations sont confondus, en transposant quelques catégories, les plantons, par exemple, qui nous sembleraient mieux placés dans le groupe XIX, on obtiendrait une classification qui correspondrait bien au principe que les représentants du personnel au sein des conseils de discipline doivent être les pairs des inculpés et des pairs compétents.

Le décret du 18 janvier apporte également quelques légères modifications au fonctionnement des conseils et à leur organisation.

C'est ainsi qu'à l'heure présente, au conseil central sont membres de droit :

- 1^o Le directeur ou chef de cabinet du ministre ;
- 2 Les directeurs de l'administration centrale et de la Caisse nationale d'épargne et le chef du bureau du cabinet.

Le décret ajoute : « Celui des membres de droit représentant le service de l'administration centrale qui a établi le rapport disciplinaire soumis au conseil assiste aux débats et à la délibération avec voix consultative seulement ; mais il ne prend pas part au vote. Il ne peut pas, dans ce cas, exercer la présidence du conseil qui est assurée par son collègue le plus ancien après lui.

Auparavant, le directeur du service qui avait établi le rapport remplissait à la fois le rôle de juge d'instruction, de procureur de la République et de juge. Il centralisait les résultats des enquêtes, établissait le rapport qui concluait à la peine demandée, et malgré cela, il avait voix délibérative au moment du vote. Cette anomalie, plusieurs fois signalée, a été supprimée par le décret du 18 janvier 1910.

La durée du mandat des membres représentants élus est ramenée à deux ans et ils ne sont plus qu'au nombre de quatre par groupes : deux titulaires et deux suppléants.

Une nouvelle amélioration a été réalisée par un

arrêté du 19 janvier 1910 qui a modifié les circonscriptions des conseils régionaux. Le nombre des conseils est réduit de vingt à douze. Sont supprimés ceux qui avaient leur siège à Caen, Grenoble, Lille, Nancy, Nantes, Nîmes, Orléans, Pau et Rouen ; un conseil est créé au Mans.

Les départements, au point de vue des conseils régionaux, seront ainsi groupés à l'avenir.

Villes où siègent les conseils régionaux	Départements rattachés	Villes où siègent les conseils régionaux	Départements rattachés
Amiens . . .	- Aisne. - Eure. - Marne. - Nord. - Pas-de-Calais - Seine-Infér^{re}.	Châlons sur Marne.	- Meuse. - Somme. - Vosges.
Bordeaux.	- Charente. - Char.-Infér^{re}. - Dordogne. - Il^{le}-Garonne. - Landes. - Lot-et-Gar^{nne}. - B.-Pyrénées.	Clermond- Ferrand.	- Allier. - Cantal. - Creuse. - Loire. - Haute-Loire. - Lozère. - Rhône. - Haute-Vienne.
Châlons sur Marne.	- Ardennes. - Aube. - Haute-Marne - Meurthe - et - Moselle.	Dijon	- Doubs - Jura. - Nièvre. - Haute-Saône. - Saône-et-Loir^e - Yonne.

Villes où siègent les conseils régionaux	Départements rattachés	Villes où siègent les conseils régionaux	Départements rattachés
Lyon	Ain.	Paris	Seine-et-Mar.
	Ardèche.		Seine-et-Oise
	B.-du-Rhône.	Rennes . . .	Côtes-du-N.
	Côte-d'Or.		Finistère.
	Drôme.		Loire-Infér.
	Isère.		Manche.
	Puy-de-Dôme		Morbihan.
	Savoie.		Sarthe.
	Haute-Savoie		
Le Mans . .	Calvados.	Toulouse.	Ariège.
	Ille-et-Vilain ^e		Aude.
	Ind.-et-Loire		Aveyron.
	Maine-et-L.		Gers.
	Mayenne.		Gironde.
Marseille . .	Orne.		Lot.
	Basses-Alpes		H.-Pyrénées.
	Haut.-Alpes .		Pyr.-Orient.
	Alpes-Marit.		Tarn.
	Corse .		Tarn-et-Ga-
	Gard.		ronne .
	Hérault.	Tours	Cher.
	Var.		Indre.
Paris	Vaucluse.		Loir-et-Cher .
	Eure-et-Loir.		Deux-Sèvres.
	Loiret.		Vendée.
	Oise.		Vienne.
	Seine.		

La réduction du nombre des conseils régionaux parut nécessaire en raison du petit nombre d'affaires dont certains d'entre eux avaient à connaître. Nous savons, en effet, que les peines du deuxième degré sur lesquelles ces conseils sont appelés à se prononcer sont peu nombreuses, c'est donc sans inconvénient qu'on a pu étendre leur compétence territoriale.

En cas de partage égal des voix, celle du président n'est plus prépondérante, l'égalité bénéficie à l'inculpé. Enfin, l'avis émis est communiqué à l'intéressé immédiatement après le vote.

Un deuxième arrêté du 19 janvier a réalisé une réforme beaucoup plus importante que celles que nous venons de signaler en déterminant des conditions nouvelles pour l'élection des représentants aux conseils de discipline.

L'objet principal de cet arrêté a été l'institution de délégués du personnel auprès des chefs de service et du ministre.

M. Millerand a voulu réaliser par là une des idées qui lui sont particulièrement chères, une des mesures propres selon lui à prévenir les conflits sociaux. Sans vouloir sortir de notre sujet, disons que cette innovation a été accueillie avec défiance, malgré le patronage du ministre, par une grande partie des employés des postes, mis en garde par l'expérience d'un système similaire pratiqué depuis quelques

années au Creusot et dans les chemins de fer de l'État.

Le personnel, pour l'élection des délégués, est réparti en deux séries et vingt-trois groupes identiques aux séries et groupes du décret du 18 janvier 1910. Les agents compris, dans chacun des six groupes de la série A élisent directement quatre délégués, deux titulaires et deux suppléants pour les représenter au conseil central de discipline. Il n'y a donc en fait rien de changé dans la série A.

Dans la série B, chaque groupe élit un délégué titulaire et un délégué suppléant auprès des directeurs et chefs de service. L'ensemble des délégués titulaires élus auprès des directeurs et chefs de service pour chacun des groupes de cette série choisissent parmi les délégués titulaires ou suppléants du même groupe, attachés à des résidences ou à des services relevant du conseil régional de discipline siégeant à Paris les quatre représentants (deux titulaires et deux suppléants) auprès du conseil central de discipline.

Les représentants auprès du conseil central de discipline siègent, en outre, à la commission centrale d'avancement. De plus, celui qui a obtenu le plus de voix est délégué titulaire auprès du ministre, le suivant est délégué suppléant.

Pour les conseils régionaux, les délégués titulaires et suppléants auprès des directeurs ou des chefs des départements et des services rattachés à un même

conseil régional de discipline élisent parmi eux les quatre représentants (deux titulaires et deux suppléants) auprès du conseil de discipline régional dont ils relèvent.

Ce système de suffrage universel à deux degrés mérite de vives critiques. Les représentants au conseil central sont surchargés de travail. Ils sont à la fois représentants auprès de leur directeur ou chef de service, délégués au conseil de discipline, délégués au conseil d'administration siégeant en commission d'avancement. Comment pourraient-ils remplir avec toute l'application nécessaire ces absorbantes fonctions et assurer en même temps leur service ? Nous renonçons à le comprendre.

Délégués auprès des directeurs, ils sont obligés de recevoir toutes les doléances collectives ou individuelles de leurs collègues du même département ou du même service, de se rendre compte de leur bien fondé et de les étudier pour les faire aboutir ; ils sont encore les intermédiaires chargés de donner l'avis des employés sur toutes les modifications faites ou à faire dans l'administration. Représentants du personnel dans les commissions de classement, ils ont à connaître un nombre important de dossiers. S'ils veulent enfin approfondir les affaires qu'ils sont appelés à juger, il est impossible qu'ils puissent suffire à la tâche.

Il serait évidemment préférable de revenir à la méthode suivie depuis 1907 en faisant élire les représentants du personnel dans les conseils de discipline au suffrage universel direct, et en leur enlevant leurs fonctions de délégués auprès des chefs de service.

Le décret du 19 janvier introduit une autre innovation dans le cas où il serait nécessaire de tirer au sort pour désigner les représentants auprès des conseils de discipline, à l'avenir, pour la représentation d'un groupe au conseil central, la désignation a lieu parmi les dix unités les plus anciennes de chacune des catégories du personnel classées dans ce groupe, en résidence dans le département de la Seine.

Pour la représentation d'un groupe aux conseils régionaux, le tirage a lieu parmi les dix unités les plus anciennes de chacune des catégories de personnel classées dans ce groupe, en résidence dans le département où fonctionne le conseil intéressé.

Aucun changement important n'a été apporté aux dispositions relatives aux élections, sauf dans la composition des commissions, chargées du dépouillement des votes.

Elles sont ainsi composées :

Pour les élections au conseil central ;

Un inspecteur général président ;

Un inspecteur de Seine-et-Oise ;

Un receveur de Paris ;

Un sous-chef de section ;

Un rédacteur ;
Un commis principal ;
Un commis ;
Une dame employée ;
Un expéditionnaire ;
Un sous-agent ;
Un ouvrier ;

et un ou plusieurs rédacteurs secrétaires attachés à une résidence du conseil régional de discipline de Paris.

Pour les élections au conseil régional :

Le directeur président ;
Un commis principal ;
Un commis ;
Une dame employée ;
Un sous-agent ;
Un ouvrier ;

les plus anciens de la résidence siège du conseil régional. Un ou plusieurs rédacteurs sont chargés des fonctions de secrétaires.

ARRÊTÉ DU 9 FÉVRIER 1910 ET DU 25 AVRIL
1910

(ADMINISTRATION CENTRALE)

Un arrêté du 9 février 1910 a étendu à l'administration centrale les réformes que nous venons de signaler.

A cette occasion le personnel de l'administration centrale a été groupé comme suit :

- I. — Chefs de bureau.
- II. — Sous-chefs de bureau.
- III. — Rédacteurs.
- IV. — Expéditionnaires ; Dessinateurs.
- V. — Dames employées y compris les surveillantes principales et ordinaires.
- VI. — Chefs surveillants ; gardiens de bureau ; jeunes facteurs.
- VII. — Ouvrières ; homme de service ; lingères ; femmes de service.

Tous les agents compris dans les deux premiers groupes élisent quatre délégués (deux titulaires et deux suppléants) qui assurent pour le groupe auquel

ils appartiennent la représentation auprès du conseil des directeurs siégeant en conseil de discipline.

Les employés de chacun des cinq derniers groupes désignent un délégué titulaire et un suppléant auprès de leur directeur. C'est l'ensemble des délégués titulaires et suppléants ainsi élus qui choisissent parmi eux les quatre représentants (deux titulaires et deux suppléants) auprès du conseil des directeurs siégeant en conseil de discipline.

Ici, comme dans les services extérieurs, désormais, le membre de droit, représentant le service de l'administration centrale qui a établi le rapport soumis au conseil, assiste aux débats et à la délibération avec voix consultative seulement, mais ne prend pas part au vote. Il ne peut, dans ce cas, exercer la présidence du conseil.

Un décret du 25 avril 1910, qui a complètement refondu les conditions de recrutement et d'avancement du personnel de l'administration centrale, a établi une échelle spéciale de peines à l'usage de ce personnel. Un certain nombre des peines prévues par le décret du 9 juin 1906 pour les employés des services extérieurs, notamment le changement de résidence avec ou sans diminution de traitement, ne pouvaient s'appliquer à un personnel tout entier concentré à Paris. De même la division des peines en trois séries n'aurait eu ici aucun sens, le même con-

seil de discipline étant appelé à se prononcer dans tous les cas.

L'article 13 du décret du 25 avril 1910 a tenu compte de ces observations ; il a eu le mérite de déterminer nettement, pour la première fois, les peines disciplinaires dont peuvent être passibles les agents, sous-agents et ouvriers de l'administration centrale et de la Caisse nationale d'épargne. Ces peines sont les suivantes :

- 1° L'avertissement ;
- 2° La réprimande avec ou sans radiation du tableau d'avancement ;
- 3° Le renvoi dans les services extérieurs ;
- 4° La rétrogradation de classe ;
- 5° La rétrogradation de grade ;
- 6° La mise en disponibilité d'office ;
- 7° La révocation.

Ce tableau des peines applicables au personnel de l'administration centrale est la dernière des innovations que nous puissions signaler en notre matière.

Si, d'un regard, nous embrassons l'œuvre accomplie en dix années dans l'administration des postes au point de vue disciplinaire nous reconnaissons tout de suite qu'elle est considérable. Décrets, arrêtés, circulaires, se sont succédé sans répit, surtout depuis 1906. Citons les décrets du 21 novembre 1901, du 5 juin 1906, du 27 décembre 1906, du 2 février 1907, du 18 janvier 1910 ; les arrêtés du 9 juin 1906, du

8 septembre 1906, du 15 mars 1907, du 27 mars 1907, du 19 janvier 1910, du 9 février 1910, et de très nombreuses circulaires.

Les efforts constants des intéressés, qui ont suscité cet important mouvement de réforme, n'ont pas été entièrement vains. Il est évident qu'actuellement l'employé des postes est moins sujet à l'arbitraire qu'il ne l'était en 1900.

Il y a dix ans, le conseil d'administration, composé uniquement de hauts fonctionnaires, statuait sur son cas sans qu'il ait pu valablement se défendre. De nos jours il a des représentants au conseil de discipline, la procédure considérablement améliorée lui permet de comparaître en personne, de se faire seconder par un de ses collègues ou un avocat.

Mais ne nous y trompons pas, toutes les réformes accomplies jusqu'ici sont loin d'avoir donné satisfaction entière au personnel, de lui avoir assuré cette stabilité de sa fonction, cette entière liberté de pensée et d'action à laquelle il aspire.

Aussi, à la suite de jugements qui n'avaient pas semblé uniquement inspirés par l'idée de justice, quelques voix désenchantées se sont élevées pour censurer amèrement l'institution elle-même, mais elles n'ont pas trouvé d'écho.

Les conseils de discipline actuels de l'administration des postes peuvent être insuffisants, ils n'en sont

pas moins les fondements solides de l'œuvre qu'il importe d'achever. C'est sur leur modèle que dans presque tous les ministères des conseils semblables ont été institués.

C'est encore d'eux que se sont largement inspirés les divers auteurs de projets ou de propositions de statuts des fonctionnaires. Il ne sera pas sans intérêt d'examiner ici les titres relatifs à la discipline, tout au moins de la proposition Buisson, prise pour base de discussion par la commission d'administration générale et de décentralisation, et du projet du gouvernement élaboré par M. Briand. Nous aurons ainsi un aperçu de ce qui peut être la législation de demain et nous remarquerons que les réformes, que veulent introduire MM. Buisson et Briand, sont déjà pour la plupart réalisées dans l'administration des postes.

LES STATUTS DE FONCTIONNAIRES

(PROJETS ET PROPOSITIONS)

ET LA DISCIPLINE

Le titre VI de la proposition Buisson, comprenant les articles 24, 25 et 26, était consacré à la discipline.

L'article 24 était ainsi conçu : « Les peines disciplinaires du premier degré sont : la réprimande, la censure, les amendes dans la limite d'un sixième du traitement pour une année, le retard pour un an au plus de l'augmentation annuelle et le changement de résidence à égalité de traitement. »

Ces peines sont prononcées par l'autorité après avis des supérieurs hiérarchiques de l'intéressé.

S'il s'agit d'un juge, la peine du déplacement ne peut être prononcée que dans les formes prescrites par l'article suivant.

Dans le cas où la peine du changement de résidence ne pourrait être appliquée, elle est remplacée par une amende dont l'autorité fixera le montant, sui-

vant les circonstances dans les limites ci-dessus fixées.

Sur cet article, le comité d'études des associations de fonctionnaires qui représentait environ 140.000 adhérents et dont les membres les plus éminents étaient MM. Chardon, Demartial et Maxime Leroy, tout en rendant pleinement hommage à l'idée qui avait inspiré M. Buisson et à l'esprit général de sa proposition, faisait les réflexions suivantes : « Nous proposons de remplacer la peine de la réprimande par celle de l'avertissement qui se distingue mieux de la censure, et de supprimer les peines de l'amende et du changement de résidence à égalité de traitement. L'amende a été supprimée dans certains grands services, par exemple, dans les chemins de fer de l'État et dans les postes. Elle frappe non seulement le fonctionnaire, mais sa famille dont elle désorganise le budget. Nous savons bien que la loi sur les pensions civiles de 1853 la prévoit et précisément dans les proportions indiquées dans le texte de M. Buisson. Nous n'en demandons pas moins sa disparition de la législation disciplinaire. La peine de l'ajournement d'une augmentation de traitement en tiendra suffisamment lieu.

» En ce qui concerne cette dernière peine, nos collègues des postes ont fait remarquer qu'aux termes de leur règlement disciplinaire, elle ne peut être prononcée que par le conseil de discipline. Tout en signa-

lant cette situation à la commission, nous pensons qu'il n'y aurait pas d'inconvénient à ce que la peine en question soit comprise dans les peines du premier degré si l'article 32 de la proposition Buisson, concernant le droit de recours, est voté intégralement.

» Le changement de résidence, au contraire, même à égalité de traitement est à nos yeux une peine toujours grave par les frais qu'elle entraîne et la déconsidération qui accompagne généralement le fonctionnaire dans son nouveau poste. Nous demandons donc qu'elle soit classée dans les peines graves. »

Nous ne pouvons que nous associer à la plupart des critiques formulées et constater que la proposition Buisson n'apportait ici aucune garantie nouvelle au personnel postal et constituait même un recul caractérisé. En effet, outre que son adoption aurait fait rétablir les amendes, aurait permis à l'autorité d'appliquer directement le retard pour un an de l'augmentation annuelle et le changement de résidence à égalité de traitement, elle aurait encore entraîné l'introduction d'une peine nouvelle, la censure qui, sans doute, aurait été appliquée dans les cas où, à l'heure actuelle, les employés des postes reçoivent un avertissement comminatoire. Mais l'avertissement comminatoire est une peine du deuxième degré qui ne peut être infligée qu'après avis du conseil de discipline.

Sur un point, nous ne partageons pas l'opinion du comité d'études des associations de fonctionnaires. Celui-ci, en effet, accepterait que l'ajournement d'une augmentation de traitement fut considéré comme une peine du premier degré directement infligée par l'autorité si l'article 32 de la proposition Buisson était adopté intégralement.

Cet article 32 est ainsi conçu : « Toute réclamation hiérarchique adressée par un fonctionnaire à l'autorité dont il dépend doit recevoir une réponse. Ce recours est formé par écrit et instruit par le conseil du personnel qui formule un avis après avoir entendu l'intéressé. L'autorité rend dans le mois qui suit cet avis une décision motivée dont copie est remise à l'intéressé. » Ne serait-il pas plus simple de ranger parmi les peines du deuxième degré l'ajournement d'une augmentation de traitement ? La gravité de cette peine, particulièrement dure pour les employés à traitement faible, plaide en faveur de cette solution.

L'article 25 de la proposition Buisson disait : « Les peines du deuxième degré sont la rétrogradation au grade immédiatement inférieur, le déplacement d'office avec disgrâce, la mise à la retraite d'office, la révocation. Ces peines sont prononcées par une juridiction disciplinaire, constituée en premier ressort par les conseils du personnel formés en tribunaux disciplinaires et en appel, par une cour disciplinaire composée de

deux sénateurs, de deux députés, de deux conseillers à la Cour de cassation, de deux conseillers d'État élus par leurs collègues, le président devant être choisi parmi les membres parlementaires et ayant voix prépondérante.

» Les décisions de ces tribunaux sont rendues dans les formes ordinaires de la justice, c'est-à-dire après une instruction préliminaire et un débat oral pour lequel l'intéressé peut se faire assister d'un défenseur et citer des témoins.

» L'audience est publique à moins que le président n'ordonne le huis clos. La décision est motivée.

» Un fonctionnaire délégué par l'autorité compétente remplit les fonctions de ministre public. L'appel peut être formé, soit par le fonctionnaire inculqué, soit par l'autorité. »

Sur cet article, le comité d'études des associations de fonctionnaires émettait les réflexions ci-après : « Nous exprimons le vœu que la cour disciplinaire soit le conseil d'État, si comme nous le supposons, rien ne s'oppose à ce qu'il reçoive de la loi cette haute attribution. Cette assemblée constituant déjà la juridiction d'appel en matière administrative, il paraît tout indiqué d'en faire le tribunal d'appel en matière disciplinaire qui est une matière administrative. »

La Cour d'appel imaginée par M. Buisson et dont la constitution lui avait été évidemment suggérée par

les conseils universitaires n'avait point recueilli les suffrages du comité d'études ; nous ne saurions davantage lui accorder les nôtres. Nous croyons, en effet, que des députés, des sénateurs, hommes politiques, pourraient manquer dans leur rôle de juge d'impartialité et de compétence. Ne serait-ce point, d'ailleurs, porter atteinte au principe de la séparation des pouvoirs que d'ériger les législateurs en juges administratifs ?

Au surplus, dans l'administration des postes, jusqu'à présent, la création d'une Cour d'appel placée au-dessus du conseil central n'a jamais été réclamée et ne nous semble pas indispensable.

La haute impartialité et la compétence du Conseil d'État sont unanimement reconnues et proclamées. Il n'en reste pas moins que les conseillers d'État sont de hauts fonctionnaires dont les idées et les conceptions diffèrent sensiblement des conceptions et des idées de la grande masse des employés de l'État et que par là ce pouvoir de décider en dernier ressort qui leur serait conféré inquiète un peu les intéressés. Si néanmoins une cour disciplinaire devrait être créée, nous préférierions de beaucoup la compétence du Conseil d'État à celle de la Cour proposée par M. Buisson.

Mais il est un point de l'article 25 qui nous semble appeler des critiques plus graves.

D'après cet article, la juridiction de premier ressort

est constituée par les conseils du personnel formés en tribunaux disciplinaires.

Les conseils du personnel, aux termes de l'article 4 de la proposition, sont composés moitié de membres de droit, moitié de membres élus.

Les membres de droit sont pris parmi les fonctionnaires les plus élevés en grade, et suivant leur ordre d'ancienneté, le plus ancien préside le conseil et a voix prépondérante.

Les membres élus sont répartis de manière que chaque grade soit représenté. Cette répartition et l'organisation sont assurées par des règlements organiques.

Au premier abord, on pourrait croire que le personnel postal recevra ainsi satisfaction sur la revendication qui lui est la plus chère, puisque l'égalité numérique des membres de droit et des membres élus est prévue dans la proposition Buisson. Mais il n'en est rien, d'une part en effet, tous les membres de droit sont pris parmi les hauts fonctionnaires, et un nombre important de membres élus seraient également de hauts fonctionnaires.

Le dernier paragraphe de l'article 25 qui assimile la procédure devant les conseils de discipline à la procédure suivie devant les tribunaux de droit commun : « Les décisions de ces tribunaux sont rendues dans les formes ordinaires de la justice » nous semble

devoir réunir tous les suffrages. Il y a seulement lieu de s'étonner qu'il soit encore nécessaire de réclamer l'application devant les juridictions disciplinaires de la procédure la plus propre à assurer la découverte de la vérité en offrant à l'accusé le maximum de garanties.

Le dernier article de la proposition Buisson relatif à la discipline rappelle simplement l'article 65 de la loi des finances du 22 avril 1905, qui a spécifié qu'aucun fonctionnaire ne peut être l'objet d'une mesure disciplinaire avant d'avoir été invité à prendre communication de son dossier.

La commission de décentralisation s'était inspirée du rapport Buisson, mais elle le modifia dans le sens indiqué par le comité d'études des associations de fonctionnaires. Comme peines du premier degré, l'avertissement et la censure étaient seuls maintenus. Les autres peines proposées par M. Buisson : amende, retard dans l'avancement, changement à égalité de traitement, ne figurent pas dans le rapport confié à M. Chaigne.

En ce qui concerne les peines du deuxième degré, les conseils de discipline, la Cour d'appel, le texte Buisson fut intégralement adopté.

Pour donner satisfaction à un vœu du comité d'études, un nouveau paragraphe ainsi conçu fut ajouté : « Le fonctionnaire pourra récuser ceux de

ses chefs qui auront pris part à l'instruction de l'affaire qui l'amène devant le conseil. »

Un projet de statut des fonctionnaires élaboré par le gouvernement fut déposé par M. Briand sur le bureau de la Chambre le 25 mai 1909. Légèrement retouché, il a été repris devant la Chambre élue en 1910.

L'importance de ce projet, qui demain peut-être sera devenu loi, est telle qu'il nous paraît indispensable de citer intégralement le chapitre consacré à la discipline.

Dans ce chapitre se trouve d'abord une énumération des peines dont sont passibles les « fonctionnaires », puis il indique la composition des conseils de discipline.

Dans cette première partie, l'auteur du projet s'est largement inspiré du système en vigueur dans l'administration des postes.

Art. 11. — Les peines disciplinaires sont : 1° l'avertissement ; 2° le blâme ou censure ; 3° la radiation du tableau d'avancement ; 4° l'ajournement d'une promotion à l'ancienneté ; 5° le déplacement disciplinaire ; 6° la rétrogradation de classe ; 7° la rétrogradation de grade ; 8° la mise en disponibilité d'office ; 9° la révocation.

Art. 12. — Les deux premières peines sont prononcées par le chef de service compétent, le fonctionnaire ayant été appelé à fournir ses justifications écrites et à prendre connaissance de son dossier conformément à l'article 65 de la loi du 22 avril 1905.

Art. 13. — La radiation du tableau d'avancement, l'ajournement d'une promotion à l'ancienneté, le déplacement disciplinaire, la rétrogradation de classe et de grade sont prononcés par le ministre après avis d'un conseil de discipline composé de membres de droit, nommés à raison de leurs fonctions et des deux fonctionnaires du même service et du même grade que le fonctionnaire déféré, élus annuellement ainsi que leurs suppléants par leurs collègues.

Ne peut siéger dans le conseil le fonctionnaire sur le rapport ou la plainte duquel les poursuites disciplinaires ont été décidées.

Le fonctionnaire déféré devant un conseil de discipline peut récuser l'un de ses élus.

Les délibérations du conseil de discipline, pour être valables, doivent être prises par cinq membres au moins.

Art. 14. — La mise en disponibilité d'office et la révocation sont prononcées par le conseil de discipline prévu à l'article précédent.

Art. 15. — Le fonctionnaire est déféré au conseil de discipline par le ministre ou par le chef de service après une enquête dans laquelle il est invité tant à présenter ses justifications écrites et ses moyens de défenses qu'à prendre connaissance de son dossier conformément à l'article 65 de la loi du 22 avril 1905.

Art. 16. — Les formes suivant lesquelles les affaires seront instruites devant les conseils de discipline seront déterminées par règlement d'administration publique.

Art. 17. — Lorsque la peine de mise en disponibilité ou de révocation a été requise et non prononcée, le

ministre peut interjeter appel. Le fonctionnaire a le même droit lorsque la décision intervenue le frappe de l'une de ces deux peines.

Le délai d'appel est de cinq jours. Il court pour le ministre du jour de la décision et pour le fonctionnaire du jour de la notification par voie administrative.

Art. 18. — En cas d'appel formé contre une décision portant mise en disponibilité d'office ou de révocation le fonctionnaire est ou demeure suspendu de plein droit.

Art. 19. — L'appel est porté devant un conseil supérieur de discipline composé d'un président de section au Conseil d'État, président ; d'un conseiller d'État en service ordinaire, de deux conseillers à la Cour de cassation et de deux conseillers maîtres à la Cour des comptes désignés annuellement en conseil des ministres.

Les membres du conseil supérieur de discipline ne peuvent valablement délibérer qu'au nombre de quatre au moins. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

L'office du ministère public est rempli par un des directeurs du ministère dont relève le fonctionnaire déféré et qui est désigné pour chaque affaire par le ministre.

Le secrétaire général ou un des secrétaires de section du Conseil d'État remplit les fonctions de greffier.

Art. 20. — La procédure devant le conseil supérieur de discipline est écrite ; elle est soumise aux formes déterminées par un règlement d'administration publique.

Art. 21. — Il ne peut être passé outre à la décision du conseil supérieur que par un décret motivé rendu en conseil des ministres sur le rapport du ministre compétent.

Art. 22. — En cas de cessation collective ou concertée de service, toutes peines disciplinaires peuvent être prononcées sans l'intervention des conseils de discipline et sans l'accomplissement des formalités ci-dessus spécifiées.

Art. 23. — Dans les cas graves et urgents, si l'intérêt du service l'exige, le fonctionnaire peut être suspendu jusqu'à décision du conseil de discipline par le ministre, le chef de service, ou les agents de direction ou de contrôle délégués à cet effet.

Très longuement et très habilement dans l'exposé des motifs, M. Briand faisait ressortir les quelques avantages qu'apportait son projet à un certain nombre des bénéficiaires et défendait les dispositions qu'il sentait devoir soulever les plus vives critiques.

Nous remarquons tout de suite que le projet Briand n'offre aucune garantie nouvelle au personnel postal. Il institue, il est vrai, un conseil supérieur de discipline ; nous avons déjà énuméré les raisons pour lesquelles une telle création ne nous paraissait pas indispensable. Dans l'exposé des motifs, M. Briand s'exprime ainsi : « Le conseil supérieur de discipline se composera uniquement de magistrats de l'ordre administratif et judiciaire, la majorité de ses membres sera désignée parmi les magistrats qui jouissent de l'inamovibilité puisque à côté de deux conseillers d'État en service ordinaire dont un président de section, président du conseil supérieur, siégeront

deux conseillers à la Cour de cassation et deux conseillers maîtres à la Cour des comptes. » Évidemment, le conseil supérieur de discipline imaginé par M. Briand, paraîtra aux intéressés préférable à la Cour de MM. Buisson et Chaigne ; mais comme les fonctionnaires ont confiance en l'impartialité des conseillers d'État, bien que ceux-ci ne jouissent pas de l'inamovibilité, ils ne mettront sans doute pas à si haut prix que M. Briand l'introduction dans le conseil supérieur de deux conseillers à la Cour de cassation et deux conseillers maîtres à la Cour des comptes. Ils remarqueront, par contre, que le conseil des ministres se réserve le droit de désigner les membres du conseil supérieur. Il aurait été tout aussi simple, cependant, de faire procéder à ce choix par la Cour de cassation, la Cour des comptes et le Conseil d'État eux-mêmes, ainsi que cela se pratique pour le tribunal des conflits depuis la loi du 24 mars 1872.

Mais à la vérité, il faut bien le reconnaître, le projet Briand tout entier, sous des apparences de libéralisme constitue un recul sensible sur l'état de choses existant.

Ce projet n'apporte aucune amélioration dans la composition des conseils de discipline. En présence des membres de droit les délégués du personnel seront seulement au nombre de deux. Par contre, le projet autorise le chef de service à appliquer directe-

ment non seulement l'avertissement mais encore la censure.

Fait plus grave, désormais les conseils de discipline n'émettraient plus qu'un simple avis dont le ministre pourrait ne tenir aucun compte. Nous ne trouvons rien de semblable ici à l'article 25 du décret du 9 juin 1906 : « Les peines proposées par les conseils régionaux et par le conseil central ne peuvent, en aucun cas, être aggravées. »

L'article 14 nous dit bien : « La mise en disponibilité d'office et la révocation sont prononcées par le conseil de discipline » et l'on ne pourrait qu'entièrement approuver cet article en s'étonnant seulement que le conseil jouisse d'un tel pouvoir lorsqu'il s'agit des peines les plus graves et en soit privé pour des peines moindres si l'article du projet ne réduisait à néant l'article 14.

L'article 21, en effet, sape l'institution des conseils de discipline à la base. « Il ne peut être passé outre à la décision du conseil supérieur que par un décret motivé rendu en conseil des ministres sur le rapport du ministre compétent. » Ainsi, chaque fois qu'une décision du conseil supérieur sera contraire à celle que désirait le ministre il aura le pouvoir de passer outre !

M. Briand a bien senti que cette disposition provoquerait de vives résistances, aussi a-t-il éprouvé le besoin de la justifier dans l'exposé des motifs :

« En principe, dit-il, le conseil supérieur statuera en dernier ressort, mais il a fallu prévoir le cas où le conseil ayant refusé de prononcer la mise en disponibilité ou la révocation, l'autorité du gouvernement se trouverait, à raison des circonstances spéciales de l'affaire, mise en échec par cette décision.

« En vue de cette hypothèse exceptionnelle, l'article 21 organise un recours suprême devant le conseil des ministres ; un décret motivé rendu sur le rapport du ministre compétent et d'après l'avis de ce conseil donnera aux poursuites disciplinaires leur solution définitive.

« Le gouvernement, en frappant alors de mise en disponibilité ou de révocation le fonctionnaire renvoyé des fins de la poursuite par le conseil supérieur, engagera sa responsabilité collective devant le Parlement qui pourra être ainsi appelé à dire le dernier mot. »

Ces raisons ne sont pas entièrement convaincantes. Nous comprenons difficilement qu'une décision du conseil supérieur puisse mettre en échec l'autorité du gouvernement, surtout lorsqu'il s'agit d'un employé des postes, et le recours devant le conseil des ministres nous paraît purement illusoire.

M. Briand, il est vrai, prend soin de nous avertir que le Parlement aura le dernier mot, mais nous n'étions pas sans le soupçonner, sachant que le système parlementaire est actuellement en vigueur dans notre pays.

Pour la procédure, sauvegarde des droits de la défense, le projet du gouvernement ne donne pas davantage satisfaction. Il renvoie simplement à un règlement d'administration publique le soin d'indiquer les formes suivant lesquelles les affaires seront instruites devant les conseils de discipline et n'impose aucun principe aux futurs auteurs du règlement.

Si nous nous rappelons que, d'après les propositions Buisson et Chaigne, les décisions des juridictions de discipline seraient rendues dans les formes de la justice ordinaire, il nous apparaîtra nettement que M. Briand n'a pas voulu suivre les auteurs de ces propositions. Les véritables pensées du gouvernement percent dans l'article 20 qui s'occupe de la procédure devant le conseil supérieur et spécifie qu'elle sera écrite.

Les employés des postes qui ont longuement lutté pour l'amélioration de la procédure devant les conseils de discipline, qui ont salué avec joie l'apparition de la procédure orale, ne peuvent approuver les intentions de l'auteur du projet de statut des fonctionnaires.

Ce n'est point ici le lieu de discuter l'article 22 : « En cas de cessation collective ou concertée de service, toutes peines disciplinaires peuvent être prononcées sans l'intervention des conseils de discipline, et sans l'accomplissement des formalités ci-dessus spécifiées. » Notons simplement qu'il n'est

que la reproduction du décret Barthou du 18 mars 1909 spécialement applicable aux agents, sous-agents et ouvriers des postes.

Sur le point particulier qui nous intéresse, comme dans la plupart de ses autres dispositions, l'adoption du projet Briand constituerait donc pour tous les fonctionnaires et spécialement pour les postiers une aggravation considérable de l'état de choses existant.

Les esprits les plus pondérés partagent cette manière de voir. Dans le *Matin* du 26 mai 1909, M. Demartial écrivait : « Le projet sur le statut..., est loin de justifier les espérances que de récentes informations avaient fait concevoir, que la démocratie administrative avait mise en de certains ministres. » Plus loin il ajoutait : « C'est sur le titre de la discipline que se livrera la grosse bataille. Le droit de révocation doit-il appartenir discrétionnairement au gouvernement ? A première vue, il peut sembler que oui. Cependant, ce serait contraire à la fois au droit et à l'intérêt public. Le contrat qui lie un citoyen à l'État ne doit être rompu, sauf le cas de grève, que juridictionnellement, je crois l'avoir démontré ailleurs, et puis invoquer l'exemple de grandes nations voisines. Le projet contient sur ce point une intention de justice, mais elle ne sera insuffisante dans les temps troublés à garantir aux fonctionnaires une liberté qui, dans le pays de la déclaration des droits de l'homme, est primordiale : la liberté d'opinion. »

Ces commentaires suffisent à justifier l'opposition que le projet Briand a rencontré parmi ceux auxquels il devait être applicable. A l'heure actuelle, les fonctionnaires semblent moins désirer le vote d'un statut général que l'amélioration des règlements particuliers qui les régissent.

Les titres relatifs à la discipline que nous venons d'examiner ne sont pas faits pour modifier cette manière de voir. Aux employés des postes spécialement, l'adoption des propositions Buisson ou Chaigne n'apporterait que peu de garanties nouvelles et le vote du projet Briand leur enlèverait une notable partie de celles qu'ils possèdent déjà.

La question du statut est depuis si longtemps d'ailleurs à l'étude, sans paraître progresser, que les intéressés, à tort selon nous, commencent à croire qu'elle ne viendra jamais en discussion devant les Chambres et les employés des postes notamment emploient tous leurs efforts à faire modifier les conseils de discipline actuels sans se préoccuper autrement du statut futur. Sans se lasser, ils dévoilent les imperfections des conseils et indiquent les remèdes propres, d'après eux, à donner satisfaction au personnel. Nous allons essayer de grouper ici leurs critiques principales et leurs desiderata.

LES VŒUX DU PERSONNEL

LES RÉFORMES A ACCOMPLIR

Les agents, sous-agents et ouvriers des postes avaient fondé, nous le savons, de grandes espérances sur les conseils de discipline. La décision disciplinaire prise, non par un seul, mais par plusieurs, après une défense efficace de l'inculpé, en présence des représentants du personnel, leur apparaissait comme une sauvegarde contre l'injustice et l'arbitraire, le cas échéant, de chefs dominés par l'erreur ou la malveillance.

Leur espoir a été en partie trompé. L'expérience leur a montré que les conseils de discipline n'étaient pas tout à fait exempts des défauts redoutés chez les chefs et qu'ils avaient eux aussi leurs préjugés. Ces préjugés consistent principalement dans la pensée que l'autorité, même dans son tort, doit toujours avoir raison et qu'il convient de frapper fort plutôt que

juste pour l'exemple, préjugé de la discipline, de la hiérarchie et préjugé de l'exemple à faire.

Ainsi à Toulon, le bureau du groupe de l'association générale des agents se réunit et choisit comme président de séance un commis principal. On délibère sagement sur des questions de service, personne ne le conteste. Néanmoins, le lendemain même, brutalement, sans aucune explication, le commis principal est changé de service par le receveur.

Le secrétaire du groupe de l'association générale, simple commis, va expliquer au receveur qu'il s'est mépris, que la nature de la délibération ne justifiait pas la mesure prise contre son camarade de l'association générale. La démarche avait été polie, elle était légitime, car elle avait été inspirée par le souci nécessaire du respect dû à la liberté d'association.

Cependant, le commis auteur de cette démarche a été déféré au conseil central. Motif : il s'était rendu coupable d'un acte contraire à la discipline, à la hiérarchie, en prenant simple commis la défense d'un commis principal.

Le conseil a été d'avis de le déplacer de sa résidence, où il était fixé depuis quinze ans, où il avait épousé sa femme, où étaient nés ses enfants, où il avait toutes ses relations de famille et d'amitié. On reprochait encore à ce commis, il est vrai, d'être ergoteur, mais

sans aucune preuve à l'appui. Et ce grief avait d'ailleurs été formulé par un receveur mis à la retraite d'office, par là même ce grief perdait une grande partie de sa valeur.

En un mot, il ressort clairement de cette affaire bien connue dans l'administration des postes sous le nom d'affaire Rose qu'un commis, pour une prestation courtoise et légitime au nom du droit d'association, a été frappé de la peine du déplacement, et unanimement tous ses collègues ont estimé que le conseil chargé de donner son avis avait été hypnotisé par le souci de la discipline qui n'était d'ailleurs pas en péril.

Autre exemple : les agents d'une brigade d'un bureau gare sont déférés au conseil central sous l'inculpation d'être partis à la fin de la vacation de nuit, sans avoir terminé le travail, malgré l'ordre formel du commis faisant fonctions de commis principal.

L'ordre avait-il été réellement donné ? C'était évidemment la première question à se poser : pas d'ordre, pas de désobéissance.

Sur ce point non élucidé complètement par l'enquête, il existait des contradictions graves : contradictions entre le commis principal auteur de l'ordre et le commis principal de la brigade de relève qui, tous deux, affirmaient bien l'existence de l'ordre, mais différaient d'une façon inexplicable sur les circonstances dans lesquelles il avait été donné ; contradictions, en

outre, du prétendu auteur de l'ordre avec lui-même ; enfin, le directeur se demandait si l'ordre avait bien été donné sur le ton impératif et souligné par le geste et l'attitude énergique du chef qui voit son autorité méconnue.

Il y avait un moyen de résoudre ces contradictions. Les agents de la brigade de relève, qui étaient présents au moment où le prétendu ordre aurait été donné, se déclaraient prêts à affirmer qu'ils ne l'avaient pas entendu. C'était le cas, où jamais, de les interroger, de les confronter avec les commis principaux, ou tout au moins d'ordonner un supplément d'enquête. L'avocat des inculpés, M^e Thibault, avait déposé des conclusions en ce sens. Le conseil n'y a pas fait droit. Les inculpés ont été frappés de peines diverses.

Il apparaît bien que les très hauts fonctionnaires qui composent le conseil de discipline, se sont laissés en cette affaire, dominer exclusivement par le souci du respect de la hiérarchie qui leur eut paru en péril si de simples commis avaient été admis à convaincre d'inexactitude deux commis principaux.

Un autre préjugé que les employés des postes reprochent aux conseils de discipline est celui de l'exemple à donner. Il faut frapper avec force, même en disproportion avec la faute commise, pour l'exemple, en vue d'inspirer une crainte salutaire qui détourne le personnel de l'envie de récidiver.

Les exemples ici encore ne manquent pas. Dans une ville du midi, pendant douze jours, un sac de dépêches est abandonné dans un bureau sans être ouvert. Les commis présents au moment de l'arrivée du sac au bureau sont déférés au conseil de discipline. Soit ! Mais on y défère aussi pour négligence dans la surveillance un commis principal qui n'avait paru au bureau que le lendemain de l'arrivée du sac et était reparti en congé le jour suivant de telle sorte qu'il n'avait cohabité qu'une après-midi avec le sac. Il a été mis à la retraite d'office après trente-huit ans d'excellents services et malgré la touchante supplication qu'il adressait au conseil de ne pas mettre fin à sa carrière par une disgrâce que ses compatriotes au milieu desquels il allait achever son existence ne manqueraient pas de considérer comme une sorte de tare.

La sévérité du conseil ne peut s'expliquer que par la volonté bien arrêtée de faire un exemple pour l'édification des commis principaux tentés, le cas échéant, de se relâcher de leur devoir de surveillance.

Évoquons, pour en finir, des affaires plus connues encore, qui ont eu leur écho dans la presse et dont l'opinion publique elle-même s'est longuement occupée : l'affaire Clavier, Amalric, Quilici, Grangier et Simonnet et l'affaire des sept. Clavier, Amalric, Quilici, Grangier et Simonnet avaient signé la lettre

ouverte à M. Clemenceau. Sans examiner ici si cette lettre constituait une manifestation blâmable dans la forme ou dans le fond, il est certain que la revendication qui en faisait l'objet, à savoir le droit pour les fonctionnaires de se syndiquer avait été préconisée dans les termes les plus clairs et les plus enthousiastes par M. Briand et par M. Viviani quelques jours avant leur entrée au pouvoir. Le passage le plus violent de cette lettre consistait en un extrait d'un discours de M. Clemenceau lui-même, l'auteur des poursuites. Les agents et sous-agents incriminés avaient un passé excellent, des notes excellentes. Cependant ils furent révoqués.

L'affaire des sept n'est pas moins significative. On reprochait à sept agents, sous-agents et ouvriers, d'avoir tenu après la première grève des postes des propos blâmables dans des réunions publiques. Les accusations étaient basées sur des comptes rendus de journaux et des rapports d'agents de police. Appelés par le directeur du personnel pour être interrogés, les incriminés refusèrent de répondre en donnant l'argument suivant : « Les questions qui nous sont posées n'ont pas de rapport avec le service administratif auquel nous sommes attachés. En conséquence, nous n'avons aucune réponse à faire dans un sens ou dans l'autre. » Néanmoins, ils furent poursuivis et le 30 avril 1909 le conseil des ministres

donnait à la presse le communiqué suivant : « M. Barthou, ministre des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes, a soumis au conseil les résultats de l'enquête ouverte sur le cas des sept postiers qui ont refusé de répondre au directeur du personnel. Le conseil, à l'unanimité, a décidé qu'il y avait lieu de déférer au conseil de discipline ces sept postiers à raison des discours qu'ils ont prononcés récemment dans diverses réunions publiques. Le conseil a également résolu d'indiquer au conseil de discipline la sanction que devaient comporter les actes relevés à la charge de ces postiers ; la sanction indiquée par le gouvernement est la révocation. »

Ainsi le gouvernement, non seulement poursuit devant une juridiction disciplinaire des postiers pour propos tenus en dehors de leur service, alors que seuls les tribunaux de droit commun auraient dû être compétents si les propos étaient subversifs, il indique, en outre, aux très hauts fonctionnaires qui possèdent au sein du conseil la majorité que l'on sait, la peine qu'il désire voir appliquer, et il a bien soin de nous dire que les poursuites ont été décidées à l'unanimité. Le personnel postal a pu, non sans quelques apparences, considérer comme une parodie de justice la comparution des sept devant le conseil de discipline et leur révocation.

Mais ce que nous voulons faire ressortir ici, c'est

que dans l'affaire des sept comme dans l'affaire de la lettre ouverte, l'explication de la sévérité de la sentence est dans la crainte des ministres « d'assister à une révolte des employés de l'État », dans la volonté de l'arrêter par une mesure de rigueur qui fit exemple même aux dépens de la justice.

Pour être complet, nous devons dire que si les postiers se plaignent de la sévérité des conseils de discipline dans certains cas, ils leur reprochent vivement de montrer une indulgence, à leur avis regrettable, à l'égard des employés indécents qui ont commis des vols soit au préjudice du public, soit au préjudice de leurs collègues.

L'honnêteté, une honnêteté scrupuleuse et sans la moindre défaillance, est la première des qualités que doit posséder un postier, et dans sa grande masse le personnel répond bien à la confiance du public. De temps à autre cependant un employé succombe à la tentation.

Dans tous les cas, le vol s'aggrave d'un abus de confiance. Malgré cela, non seulement l'administration ne défère pas souvent le coupable aux tribunaux de droit commun, mais il arrive qu'il ne soit pas même révoqué, ou que peu de temps après sa révocation le conseil central donne un avis favorable à sa demande de réintégration. Cette indulgence paraît déplacée à la grande majorité des employés.

Tels sont les griefs principaux reprochés aux conseils de discipline actuels. Les remèdes proposés par les intéressés sont de deux sortes : les uns relatifs à la composition des conseils, les autres à leur procédure.

La première, la plus essentielle des réformes à accomplir, réclamée depuis longtemps déjà, doit consister dans l'établissement d'une égalité numérique absolue entre les représentants du personnel et ceux de l'administration.

Actuellement, cette égalité n'existe ni au conseil régional, ni au conseil central. Les représentants du personnel sont dans les deux conseils en nombre notablement inférieur à celui des représentants de l'administration. Par exemple, au conseil central, deux délégués du personnel seulement siègent en face de huit membres de droit, chef de cabinet du ministre et directeur de l'administration centrale. La proportion est insuffisante, ils ont peu de chance de faire triompher la conception de la justice que se fait le personnel.

L'égalité numérique des représentants du personnel, d'une part et de l'administration d'autre part, n'est pas aussi déraisonnable que le prétendent ceux qui, systématiquement, la repoussent. Du premier coup, elle a été réalisée par les décrets qui ont institué les conseils de l'université.

Trois conseils de discipline universitaires sont appelés à connaître des fautes du personnel enseignant: le conseil départemental, pour les membres de l'enseignement primaire ; le conseil académique pour les membres de l'enseignement secondaire et supérieur; le conseil supérieur de l'instruction publique qui statue en appel et en dernier ressort sur les jugements rendus par les conseils académiques et sur les jugements des conseils départementaux.

Le conseil départemental de l'enseignement primaire comprend six représentants de l'administration, six représentants élus du personnel et quatre conseillers généraux élus par leurs collègues.

Le conseil académique comprend un nombre de membres de droit variable suivant le nombre des départements dont est composée la circonscription du conseil : car parmi ces membres de droit figurent les inspecteurs d'académie, à raison d'un par département ; mais dans tous les cas, le nombre des membres élus ou des représentants du personnel est plus élevé que celui des représentants de l'administration ; il est parfois double ou triple.

Le conseil supérieur de l'instruction publique comprend cinquante-sept membres dont quarante-trois élus par leurs collègues des corps savants ou du corps enseignant.

Comment ce qui est possible dans l'enseignement

ne le serait-il pas dans l'administration des postes ?

De même les conseils d'enquête devant lesquels sont traduits les employés du réseau de l'État comprennent autant de membres élus que de membres de droit. Il est vrai que le président choisi parmi les membres de droit a voix prépondérante et que l'inculpé ne bénéficie pas de la minorité de faveur.

Nous pourrions citer encore un organisme judiciaire dans lequel les représentants des deux parties en cause sont en nombre égal : c'est le bureau de jugement des prud'hommes composé de patrons et d'ouvriers en nombre égal.

A côté de cette réforme essentielle, capitale, d'autres réformes accessoires, secondaires, contribueraient à garantir l'impartialité des conseils de discipline.

L'association générale des agents des postes a plusieurs fois demandé que le directeur ou chef du cabinet du ministre ne fasse plus partie du conseil central. « Sans prétendre, dit-elle, que le directeur du cabinet ne jouit pas de toute son indépendance, il est cependant des cas où la voix de son intérêt peut s'élever plus haut que celle de sa conscience. »

Pourquoi les mettre dans cette alternative ?

A tort ou à raison, le chef ou directeur du cabinet apparaît au personnel comme le délégué de son maître chargé de faire triompher au sein du conseil l'opi-

nion du ministre sur l'affaire appelée. Beaucoup craignent que sa présence n'exerce une certaine influence sur les autres membres du conseil qui se sentent moins libres pour exprimer leur opinion. Les fonctions de directeur ou de chef de cabinet ne nous paraissent pas, il faut l'avouer, assurer à celui qui les exerce, l'impartialité qui convient à un juge. Cette situation est en général, l'antichambre d'un poste élevé dans l'administration. En récompense des services rendus, le directeur ou chef de cabinet attend du ministre son établissement et son avenir. Il risque ainsi d'être merveilleusement disposé à être le serviteur du ministre. Pour que sa clairvoyance ne soit pas, même malgré lui, obscurcie par son intérêt, pour qu'il se prononce d'après la seule justice, il devra être doué d'une conscience et d'une force de caractère peu communes.

Moins importantes, mais très nombreuses sont les réformes qu'il importe d'introduire dans la procédure suivie devant les conseils de discipline.

Actuellement la sentence est valablement rendue à la moitié plus une des voix des membres présents. Il serait désirable qu'un plus grand nombre de voix fut nécessaire pour conférer la validité à la décision du conseil. La matière disciplinaire est, par sa nature même, très délicate : il y est question de détails de service compliqués sur lesquels l'appréciation peut

varier infiniment et que ne connaissent pas d'ailleurs toujours fort bien les juges du conseil. Les articles de l'instruction générale ne sont pas toujours très clairs ; comment fallait-il les interpréter ? Ils n'ont pas tout prévu ; comment fallait-il les suppléer ? Ces questions sont parfois extrêmement difficiles à résoudre. D'autre part, une décision disciplinaire est de nature à compromettre irrémédiablement l'avancement ou l'avenir du fonctionnaire auquel elle s'applique. Une voix unique est-elle suffisante dans ces conditions pour départager les avis opposés ? La condamnation, au contraire, devrait être prononcée à une majorité de suffrages assez imposante pour la soustraire autant que possible à la critique.

Là encore les conseils universitaires nous fourniront des exemples. Ainsi devant le conseil supérieur de l'instruction publique, toute décision en matière disciplinaire n'est valable qu'à la condition de réunir les deux tiers des suffrages, alors qu'en matière contentieuse la moitié plus une des voix est suffisante.

Il en est de même devant les conseils académiques pour les peines les plus graves, révocation, retrait d'emploi, suspension, mutation pour un emploi inférieur.

A cette réforme essentielle de la procédure, il conviendrait d'en ajouter trois autres, à savoir : l'instruction orale à l'audience, la publicité des débats,

l'obligation pour les conseils de motiver leurs décisions.

Actuellement les conseils délibèrent sur des rapports écrits, sur des enquêtes faites sur place par des inspecteurs. Interdiction de citer des témoins, de procéder à l'audience à l'instruction de l'affaire à juger. Ce moyen d'information devrait être mis à la disposition des conseils. Il est plus expéditif que le recours à un supplément d'information ; une des conditions de la bonne justice, c'est de ne pas faire attendre le coupable ou l'innocent. Il est en outre plus sûr ; le papier est un témoin froid et sans vie ; un geste, une attitude vive, une parole entendue par le conseil, l'éclairerait souvent mieux que la plus claire et la plus consciencieuse des enquêtes faites par un tiers.

La publicité des débats est une règle instituée à peine de nullité pour les tribunaux de droit commun. Elle est fondée sur la nécessité même de soumettre les tribunaux et les magistrats au contrôle de l'opinion. Elle constitue une garantie de la justice et de l'indépendance des juges.

Invocquera-t-on la nécessité de protéger les secrets administratifs contre l'indiscrete curiosité du public ? Qu'un tel commis soit négligent, que tel autre ait adressé des propos trop vifs à l'un de ses chefs, qu'un autre même soit voleur, ce sont là des secrets

moins graves que ceux qui sont divulgués chaque jour devant les tribunaux [de droit commun et qui intéressent l'honneur et la fortune des particuliers. A l'audience des divorces notamment, sans ménagement la vie intime des plaideurs nous est dévoilée. La raison ne saurait admettre qu'il soit impossible, par contre, d'établir publiquement devant les conseils de discipline qu'un facteur convoyeur a égaré un sac de dépêches ou qu'il lui a donné une fausse direction.

De nos jours les conseils émettent un simple avis non motivé : « Le conseil est d'avis de... » Rien de plus. L'obligation de motiver cet avis serait excellente ; on connaît beaucoup mieux sa pensée quand il faut indiquer les raisons qui l'ont déterminée.

Il serait encore très désirable à notre avis qu'un Code pénal fut rédigé.

Aux termes des instructions en vigueur les directeurs et chefs de service envoient au conseil régional les enquêtes tendant à l'application des peines du deuxième degré et font parvenir à l'administration centrale leurs rapports concluant à l'application des peines du troisième degré.

Or, pour une même faute, tel directeur fait intervenir le conseil central et tel autre le conseil régional. Il y a là une très fâcheuse anomalie. Ce n'est pas, en effet, la peine proposée, mais la nature et la gravité

de la faute commise qui doivent déterminer la juridiction compétente.

On procède ainsi devant les tribunaux de droit commun. Les contraventions ou infractions légères sont déférées au tribunal de simple police ; les infractions de moyenne gravité ou délits sont déférées au tribunal correctionnel ; les infractions très graves ou crimes sont de la compétence de la Cour d'assises.

Au lieu de cataloguer les punitions, il faudrait cataloguer les fautes suivant leur gravité. On aurait ainsi les fautes du premier, du deuxième degré, correspondant aux mesures disciplinaires du premier et du deuxième degré, puisque nous désirons voir disparaître celles qui sont infligées directement par le chef de service.

La difficulté serait grande pour cataloguer ces fautes, mais non insurmontable. Les multiples affaires, dont les conseils ont eu à connaître depuis leur fondation, aideraient à établir la classification et fourniraient des exemples.

En principe, les conseils régionaux seraient appelés à statuer sur les fautes commises par simple négligence et sur un nombre limité de légères infractions volontaires aux règlements. Exemple : erreurs trop fréquentes dans l'exécution du service, désobéissance

occasionnelle aux ordres reçus, manque d'exactitude.

Le conseil central se prononcerait sur tous les cas graves : insuffisance continuelle du travail fourni, indiscipline, indécatesse.

Comme pour les infractions de droit commun, les pénalités pourraient être mitigées par des dispositions bienveillantes : loi de sursis, circonstances atténuantes.

Les intéressés demandent encore que le vote au sein du conseil ait lieu au bulletin secret, afin qu'aucune influence ne soit exercée, surtout sur les membres les moins élevés en grade.

Enfin, la compétence des conseils de discipline devrait être nettement déterminée : seules, les fautes commises dans l'exécution du service, seraient de son ressort. En dehors des heures qu'il doit à l'administration, tout agent, sous-agent ou ouvrier, jouirait de la liberté reconnue à l'ensemble des citoyens et les tribunaux de droit commun auraient seuls le droit de se prononcer sur ses paroles et sur ses actes. En un mot, à notre avis, le rôle du conseil de discipline doit être exclusivement professionnel et la faute professionnelle ne se conçoit que dans l'exécution du service.

Cette théorie n'est point celle du gouvernement : le cas de l'employé de chemin de fer Renault, révo-

qué récemment pour avoir écrit une brochure où il préconisait le sabotage, en est une preuve récente. Lors de la comparution des sept devant le conseil central de discipline de l'administration des postes, M. Bizet, chef du personnel, concluait nettement dans son rapport : « La théorie du dédoublement de la personne est inadmissible. A aucun moment de sa vie publique, le fonctionnaire n'est libéré de ses devoirs professionnels. » Cependant, M. Guyot-Dessaigne, quand il révoqua, le 21 juillet 1907, M. Morizet, rédacteur au ministère de la Justice, était d'un avis un peu différent : « Considérant, disait-il, que si le fonctionnaire, en acceptant un emploi public, conserve intangibles, en dehors de ses fonctions, les droits afférents à la qualité de citoyen, et que, si notamment sous la seule condition qu'il ne cesse jamais de demeurer l'observateur respectueux du régime établi, il peut discuter les doctrines politiques... »

Quant aux employés de l'État, à la presque unanimité, ils réclament, leur tâche achevée, une entière liberté.

Le comité d'études des associations de fonctionnaires, dans son examen de la proposition Buisson, sur le statut des fonctionnaires, écrivait : « Le titre de la discipline devrait, à notre avis, débiter par un article ainsi conçu : « Tout fonctionnaire qui manque

à ses devoirs professionnels encourt une peine disciplinaire. Nous entendons par là que les fautes professionnelles seules doivent tomber sous le coup d'une peine disciplinaire. »

A propos de l'affaire Renaud, dans sa séance du 8 septembre 1910, le groupe Paris-Saint-Lazare-Batignolles, du syndicat national des employés de chemin de fer, auquel appartenait Renaud, votait un ordre du jour, dont nous extrayons le passage suivant : « Le groupe... après avoir été informé que l'administration de l'État déférait le camarade Renault au conseil d'enquête, à propos de sa brochure, proteste contre ces nouvelles attributions de la commission d'enquête, instituée seulement pour juger des fautes administratives et non pour se substituer arbitrairement aux tribunaux de droit commun ;

« Considère que le camarade Renault, en écrivant sa brochure, a usé du droit que doit avoir tout citoyen libre dans une démocratie honnête, de penser, de parler et d'écrire suivant ses conceptions. »

Les représentants du personnel au conseil d'enquête ont été unanimes, même ceux des services de la direction et des services centraux, qui cependant « réprouvaient formellement les moyens préconisés dans la brochure », à se déclarer incompetents sur la question de fonds.

Les postiers ont toujours partagé cette manière de voir. Lors de la comparution des sept devant le con-

seil central de discipline, les délégués du personnel refusèrent de siéger. L'un deux expliqua, en ces termes, les causes de son abstention : « Vous, conseil de discipline, chargé de faire respecter dans le sein de l'administration la discipline nécessaire, vous n'êtes pas compétent pour juger de l'attitude qu'ont eue certains camarades dans des réunions publiques, si vous le voulez, mais organisées en dehors de l'administration par des citoyens libres, ayant le droit d'exprimer leur pensée. » Ils défendirent ensuite la thèse du dédoublement de la personne, en invoquant notamment l'exemple de M. Forichon, magistrat et sénateur, et celui de M. de Selves, sénateur, préfet de la Seine. Le directeur du personnel se contenta de répondre : « La thèse que vous soutenez est exactement contraire à la nôtre », ce qui était incontestable, et les membres de droit passèrent outre et proposèrent la révocation. .

La comparution des sept devant le conseil central fut une des causes principales de la deuxième grève des postes et la condamnation souleva les protestations du personnel entier. Nous en concluons qu'il est indispensable de délimiter la compétence des conseils de discipline.

L'importance de cette revendication est considérable et ne le cède qu'à l'établissement de l'égalité numérique des membres de droit et des membres

élus dans la composition des conseils. Quand ces deux réformes primordiales auront été admises et que la procédure aura subi les quelques retouches que nous avons indiquées, nous n'entendrons plus des paroles désenchantées, comme il en fut prononcé au Congrès de l'association générale des agents, tenu à Paris en 1909, Congrès où un délégué alla jusqu'à dire : « Nous avons fait un essai loyal des conseils de discipline avant de formuler une opinion. Aujourd'hui, je pense que si nous ne pouvons pas obtenir de garanties sérieuses, notamment l'égalité des voix, les conseils de discipline resteront un leurre, que nous devons les combattre, et peut-être les repousser systématiquement. » Bien au contraire, les conseils réformés, sans énerver la discipline nécessaire, procureront au personnel des garanties réelles de compétence et d'impartialité dans le jugement des fautes professionnelles, et par eux, les libertés civiles des employés des postes seront sauvegardées. Ils seront alors vraiment dignes d'être pris pour modèle à l'étranger où souvent encore, comme un rapide coup d'œil jeté sur les systèmes disciplinaires qui fonctionnent dans des administrations des postes de quelques pays voisins, va nous permettre de le constater, les postiers n'ont pas obtenu, en général, une somme de garanties égale à celle de leurs collègues de France.

LA DISCIPLINE DES EMPLOYÉS
DES POSTES
EN GRANDE-BRETAGNE, BELGIQUE, ALLEMAGNE
ET SUISSE

Nous ne trouvons en Grande-Bretagne rien de semblable à nos conseils de discipline. Ce sont les chefs hiérarchiques qui infligent toutes les punitions dont peuvent être frappés les employés des postes. Les fautes les moins graves sont directement punies soit par le chef immédiat du coupable, soit par le chef de service de la résidence (*controller et postmaster*).

Les peines légères sont les suivantes : l'avertissement (admonition), l'avis sérieux (serious caution), le service supplémentaire non rétribué de une heure à quatre heures, l'amende. Ces peines sanctionnent des fautes relativement bénignes, les négligences par exemple. Pour des fautes plus graves le postmaster applique des retards dans l'avancement.

Tout employé puni a le droit d'en appeler au chef hiérarchique de celui qui l'a frappé et si celui-ci confirme la décision de son subordonné l'employé peut faire appel une deuxième fois, puis une troisième s'il y a lieu, jusqu'au postmaster général (ministre du gouvernement pour les postes et télégraphes) qui statue en dernier ressort.

La révocation ne peut être prononcée que par le postmaster général; elle sanctionne le plus souvent l'insubordination grave et aussi l'ivrognerie habituelle.

Le système anglais ressemble donc beaucoup au système pratiqué en France avant l'institution des conseils de discipline, et il en présente tous les inconvénients. Les postiers anglais se plaisent à reconnaître la grande indulgence des chefs à l'égard de leur personnel, aussi ne se plaignent-ils pas trop de l'état de choses actuel.

Les Belges, une fois de plus en notre matière, ont su se montrer originaux. C'est aux chefs de service et au ministre qu'incombe l'application des peines disciplinaires. Néanmoins il existe chez eux une institution qui rappelle un peu nos conseils de discipline : c'est le conseil d'appel.

Quand un employé est sous le coup d'une peine disciplinaire grave : révocation, démission, dégradation, retard d'avancement, le résultat de l'instruction primitive qui conclue à cette peine lui est communiqué

par l'administration centrale. L'inculpé peut alors et au plus tard dans un délai de cinq jours demander à être entendu par le conseil d'appel.

Le conseil d'appel est composé d'un haut fonctionnaire, président, et de deux ou trois assesseurs désignés parmi les retraités. Sont désignés pour le service postal : un directeur de service pensionné et un facteur pensionné. Président et assesseurs sont désignés uniquement par le ministre.

Le dossier complet de l'instruction, la demande de l'inculpé faite sur un formulaire spécial sont transmis au conseil d'appel, ainsi que le dossier personnel de l'intéressé et tous autres documents utiles. Notons que l'intéressé n'a pas le droit de prendre connaissance de ces pièces.

Le chef qui a réclamé la punition contestée est appelé à défendre lui-même sa proposition devant le conseil d'appel. Il peut toutefois se faire remplacer par un délégué qui soutiendra l'accusation en son lieu et place.

L'agent incriminé, à moins d'empêchement légitime, est tenu de comparaître en personne, assisté s'il le désire d'un collègue placé sous les ordres du même chef immédiat que lui et assurant ou ayant assuré un service analogue.

Le Conseil, après l'audition du chef qui a réclamé la punition ou de son délégué, de l'inculpé et de son

défenseur s'il y a lieu émet un avis qui est transmis au ministre en même temps que le dossier de l'affaire. Le ministre prend ensuite une décision, il peut ne tenir aucun compte de l'avis exprimé par le conseil d'appel.

L'idée vraiment neuve qui retient ici notre attention c'est celle de demander l'avis d'employés des postes pensionnés. Les Belges ont pensé que des postiers retraités auraient la compétence nécessaire pour se prononcer en connaissance de cause, et que, d'autre part, leur impartialité ne pouvait être douteuse puisqu'ils n'attendent plus rien du pouvoir. Il n'est pas niable que ces deux résultats puissent être en partie obtenus grâce au procédé belge.

Néanmoins ces employés retraités, d'un âge avancé, ne comprendront que difficilement les désirs, les aspirations, les idées de leurs jeunes successeurs dans l'administration. Si nous rappelons qu'ils ont été uniquement choisis par le ministre, nous pourrions être tentés de penser qu'ils n'offrent pas, dans les circonstances graves, toutes les qualités de clairvoyance et d'impartialité nécessaires.

En Allemagne une loi prussienne du 21 juillet 1852 étendue à l'empire entier règle l'action disciplinaire pour tous les fonctionnaires. Elle débute par une déclaration de principes : les fonctions appartiennent au mérite publiquement constaté et ne peuvent être

retirées que pour démerite publiquement constaté.

La loi n'énumère pas les faits punissables ; elle se contente de dire : « Tout fonctionnaire qui manque aux devoirs de sa charge ou qui par sa conduite, dans ou hors le service, se montre indigne de la considération de sa fonction tombe sous le coup de la présente loi. »

Les peines légères sont :

L'avertissement ;

Le blâme ;

L'amende dans la limite d'un mois de traitement.

Les peines graves sont :

Le déplacement avec réduction de traitement et perte de frais de déplacement ; la révocation.

La révocation entraîne la perte du droit à pension, mais tous les fonctionnaires révoqués avec circonstances atténuantes obtiennent une pension temporaire ou à vie suivant le cas.

Les employés estimés coupables d'une faute pouvant entraîner une peine grave sont traduits devant un conseil de discipline formé par la réunion de tous les administrateurs du district : finances, enseignement, mines, chemins de fer, postes, etc.

Tout employé frappé peut faire appel de la décision devant le conseil de discipline siégeant à Berlin et qui est composé des ministres d'État et de la section du contentieux.

Le tribunal d'appel ne peut en aucun cas prononcer une peine plus grave que celle primitivement fixée.

L'accusé est libre de présenter sa défense en personne ou de la faire présenter par une personne de son choix ; les débats sont publics.

Un point très important à noter dans le système allemand, c'est que les autorités administratives sont complètement dessaisies en matière de peines graves. Cette conception est directement contraire à celle que tous les ministres de la République, notamment MM. Ferry, Spuller, Clemenceau, Briand, Barthou ont constamment soutenue : ils ont toujours revendiqué le droit d'être seuls juges de l'opportunité de la révocation d'un fonctionnaire.

Les conseils de discipline qui fonctionnent en Allemagne, composés en grande partie de magistrats de carrière, offrent des garanties d'impartialité d'autant plus grandes que leurs membres ne sont jamais victimes de l'arrêt rendu. Si une faute est reprochée à un juge, il passe lui-même devant les juridictions compétentes.

Malgré tout entre les conseils de discipline allemands composés uniquement de hauts fonctionnaires et la masse des employés des postes un malentendu identique à celui que nous avons signalé en France existe en ce qui concerne la liberté de penser. Nous en avons la preuve dans un fait récent : il y a

quelques mois un agent fut révoqué pour avoir prononcé un discours estimé séditionnaire ; peu de jours après une collecte organisée en sa faveur par mi ses collègues avait produit 50.000 marks.

La compétence des conseils de discipline allemands formés de tous les administrateurs d'un district est certainement moindre dans beaucoup d'affaires où des questions de service sont débattues, que celle de nos conseils de discipline français uniquement composés de professionnels.

Sans ignorer enfin combien il est difficile de séparer complètement la vie privée d'un employé de l'État de sa vie professionnelle, nous ne pouvons approuver l'extension formelle de la compétence des conseils de discipline allemands aux paroles et aux actes tenus ou accomplis hors du service.

La discipline du personnel postal de la Confédération helvétique est réglementée par la loi fédérale sur la responsabilité des autorités et des fonctionnaires de la Confédération du 9 décembre 1850, la loi fédérale sur l'organisation de l'administration des postes du 25 mai 1849, l'ordonnance sur le mode de procéder de l'administration fédérale des postes du 26 novembre 1878, modifiée par l'arrêté du conseil fédéral du 22 mars 1892 et par l'instruction de 1907.

Les peines disciplinaires dont peuvent être frappés

les fonctionnaires et employés de l'administration des postes suisses sont les suivantes :

- La réprimande ;
- L'amende de 1 à 50 francs ;
- La suspension (pendant un mois au maximum) ;
- La dégradation ;
- La révocation.

Le chef du département des postes, le directeur général des postes et les directeurs des postes sont autorisés à suspendre provisoirement de leurs fonctions les fonctionnaires subalternes des postes, sous réserve d'en donner immédiatement avis à l'autorité supérieure, à laquelle il appartient de prendre une décision définitive.

L'article 16 de la nouvelle instruction de l'année 1907, réglant les compétences administratives des directions d'arrondissement (le territoire suisse est divisé en onze arrondissements postaux) à la teneur suivante : « Mesures disciplinaire : les directions d'arrondissement sont autorisées à punir le personnel qui leur est subordonné et qui néglige son service, manque à son devoir ou commet d'autres infractions légères aux lois et prescriptions de service, par des réprimandes, des amendes jusqu'au montant de cinquante francs, et la suspension dans ses fonctions avec retenue de traitement, toutefois cette der-

nière mesure sera portée immédiatement à la connaissance de la direction générale des postes. »

Au département des postes, autorité à laquelle appartient immédiatement la haute surveillance sur toutes les affaires postales, incombe la tâche de révoquer les employés (dépositaires, facteurs, messagers, chargeurs, garçons de bureau, leveurs de boîtes, conducteurs, etc.).

Est réservée au conseil fédéral la révocation des fonctionnaires.

Au département des postes est subordonnée la direction générale des postes divisée en sections. La première section prépare la solution d'un nombre assez élevé d'affaires et notamment de celles qui ont trait à des fautes de service, à la discipline et au personnel en général.

Les crimes ou les infractions graves aux lois commises par des fonctionnaires doivent, s'ils sont prévus par la législation criminelle de la confédération, être déférés par le conseil fédéral au tribunal fédéral. Cette mesure entraîne la suspension, laquelle dure jusqu'au jugement (loi du 9 décembre 1850).

Le fonctionnaire et l'employé frappés peuvent exercer le recours hiérarchique. Le conseil fédéral prononce en dernier ressort.

Toutes les peines disciplinaires ne sont appliquées qu'après une enquête préalable et l'audition des intéressés.

Le système disciplinaire suisse a de nombreux points de ressemblance avec le système anglais, ou le système pratiqué en France avant 1901.

« Depuis de longues années, écrivait dernièrement le secrétaire de la *Verband schweiz post beamter*, le personnel est unanime à revendiquer un tribunal disciplinaire. » Actuellement le conseil fédéral s'occupe des études préliminaires et dans un avenir très rapproché la Suisse sera dotée de juridictions disciplinaires.

Cette adoption par la Suisse prudente, réfléchie, qui ne s'engage qu'à pas lents et sûrs dans la voie des réformes, de l'institution des conseils de discipline, est un précieux encouragement pour tous ceux qui ont confiance en cette juridiction naissante. Nous avons quant à nous pleinement foi en l'avenir. Les conseils de discipline améliorés dans le sens que nous avons précédemment indiqué tiendront une place importante dans la réorganisation administrative qui s'impose chaque jour davantage. Ils procureront aux employés la sécurité, la justice, l'indépendance, et permettront de maintenir, de fortifier même l'indispensable discipline.

APPENDICE

DÉCRET DU 9 JUIN 1906

Portant organisation des conseils de discipline régionaux et d'un Conseil central de discipline, chargés de l'examen des affaires disciplinaires concernant le personnel des services extérieurs des postes et télégraphes.

Le Président de la République française,

Vu le décret du 23 avril 1883 organisant les services extérieurs de l'administration des postes et des télégraphes;

Vu le décret du 16 novembre 1901 instituant un conseil de discipline au sous-secrétariat des postes et des télégraphes;

Sur la proposition du ministre des Travaux publics, des postes et des télégraphes;

DÉCRÈTE :

I. — Des peines disciplinaires et de leurs conséquences

Article premier. — Les peines disciplinaires dont peuvent être passibles les fonctionnaires, agents, sous-

agents titulaires ou auxiliaires et les ouvriers commissionnés des services extérieurs des postes et des télégraphes sont ainsi graduées :

a) *Peines du premier degré.* — L'avertissement donné par le chef de service ; la suspension de fonctions pour une durée maximum de huit jours et le changement de bureau dans la même résidence applicables aux jeunes facteurs seulement ;

b) *Peines du deuxième degré.* — L'avertissement comminatoire infligé par le ministre ou par le sous-secrétaire d'État.

La suspension de fonctions appliquée à titre disciplinaire pour une durée limitée aux sous-agents titulaires ou auxiliaires et aux ouvriers commissionnés ;

Le changement de bureau ou de service dans la même résidence sans diminution de traitement.

c) *Peines du troisième degré.* — Le changement de résidence sans diminution de traitement ;

Le changement de résidence et de service sans diminution de traitement ;

La déchéance de traitement ou de grade sans changement de résidence ;

Le changement de service ou de résidence avec diminution de traitement.

La mise en disponibilité et la mise à la retraite d'office par mesure disciplinaire ;

La révocation pour les titulaires ou l'exclusion pour les auxiliaires.

Art. 2. — Les peines du deuxième degré et les deux

premières peines du troisième degré peuvent avoir pour conséquence un retard dans l'avancement de classe.

Ce retard est fixé en même temps que la nature de la mesure disciplinaire. Il est, au maximum, de trois mois pour l'avertissement comminatoire et de neuf mois pour les autres peines.

II. — *Des autorités ayant le pouvoir d'infliger des peines disciplinaires*

Art. 3. — Les peines du premier degré sont infligées directement par les chefs de service.

Art. 4. — Les peines du deuxième et du troisième degré sont, sous les garanties stipulées ci-après, infligées par le ministre pour les fonctionnaires nommés par décret ou par arrêté ministériel, et par le sous-secrétaire d'État pour les autres fonctionnaires, agents, sous agents titulaires ou auxiliaires et ouvriers commissionnés. Toutefois la révocation ne peut être prononcée que par le Président de la République pour les agents nommés par décret.

III. — *Des conseils de discipline régionaux*

Art. 5. — Des conseils de discipline régionaux sont obligatoirement appelés à donner leur avis sur la suite que comportent les propositions tendant à l'application d'une des peines du deuxième degré à l'égard d'agents, de sous-agents ou d'ouvriers, compris dans une des sept dernières catégories du personnel définies par l'article 14 ci-après.

Art. 6. — Chaque conseil de discipline régional comprend les membres de droit, prenant part à toutes les délibérations, et des membres représentants dont la compétence est fixée par les articles 14, 15 et 17 ci-après.

Art. 7. — Sont membres de droit :

Le directeur départemental de la résidence siège du conseil ;

L'inspecteur ;

Le receveur de bureau composé ;

Le chef ou sous-chef de section ou, à défaut, le chef de brigade ou le commis principal (les plus anciens de grade de cette résidence).

Art. 8. — Le nombre des conseils de discipline régionaux, leurs sièges, et les limites territoriales de leur juridiction sont fixés par arrêté ministériel.

Art. 9. — Exceptionnellement, le conseil régional siégeant à Paris comprend comme membres de droit :

Le directeur des postes et télégraphes du département de la Seine ;

L'ingénieur en chef chargé de la direction des services électriques de la région de Paris ;

Le plus ancien des directeurs des bureaux ambulants en résidence à Paris ;

L'ingénieur principal le plus ancien du service des ateliers ou du service de la vérification du matériel et du dépôt central (établissements du boulevard Brun) ;

L'inspecteur ordinaire le plus ancien de la direction du département de Seine-et-Oise.

Par dérogation aux dispositions de l'article 6, celui des

membres de droit ci-dessus désignés qui appartient au même service que l'agent, sous-agent ou ouvrier en cause n'assiste pas à la délibération. En outre l'inspecteur de Seine-et-Oise prend part seulement aux délibérations concernant les agents des services de Paris (Seine, services électriques, service ambulancier et service spéciaux).

IV. — *Du Conseil central de discipline*

Art. 10. — Il est institué au sous-secrétariat des postes et des télégraphes un conseil central de discipline.

Ce conseil doit obligatoirement donner son avis sur la suite que comportent les propositions tendant à l'application d'une des peines du deuxième ou du troisième degré à l'égard des fonctionnaires ou agents compris dans une des quatre premières catégories définies à l'article 14 et, en ce qui concerne l'ensemble du personnel, toutes les fois que la peine proposée est du troisième degré.

Art. 11. — Le conseil central de discipline peut, en outre, être appelé à donner son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le ministre ou par le sous-secrétaire d'État et, notamment, sur les demandes de réintégration formées par les fonctionnaires, agents, sous-agents titulaires ou auxiliaires et ouvriers commissionnés mis en disponibilité ou à la retraite d'office, révoqués ou exclus.

Art. 12. — Le conseil central comprend des membres de droit prenant part à toutes ses délibérations et des

membres nommés par arrêté ministériel dont la compétence est fixée par les articles 14, 15 et 17.

Art. 13. — Sont membres de droit :

1^o Les directeurs ou chef des cabinets du ministre et du sous-secrétaire d'État ;

2^o Les directeurs de l'administration centrale ;

3^o Le chef du personnel et le chef du secrétariat administratif au cabinet du sous-secrétaire d'État.

V. — *De la représentation du personnel
dans les conseils*

Art. 14. — Les fonctionnaires, agents, sous-agents titulaires ou auxiliaires et les ouvriers commissionnés des services extérieurs sont rangés, au point de vue de leur représentation aux conseils de discipline régionaux et au conseil central de discipline, dans les catégories suivantes :

I. — Inspecteurs généraux.

II. — Ingénieurs en chef ; directeurs ; sous-directeurs ; ingénieurs principaux ; inspecteurs principaux.

III. — Ingénieurs ordinaires ; inspecteurs et sous-inspecteurs.

IV. — Receveurs de bureaux composés ; chefs de centre de dépôt télégraphique ou de bureaux centraux téléphoniques ; chefs et sous-chefs de section ; chefs de brigade.

V. — Commis principaux ; contrôleurs du service maritime ; rédacteurs ; agents mécaniciens principaux ; chefs mécaniciens ; chimiste.

VI. — Receveurs de bureaux simples ; commis et sur-

numéraires ; conducteurs de travaux ; agents mécaniciens ; dessinateurs ; expéditionnaires.

VII. — Receveuses ; dames employées.

VIII. — Brigadiers facteurs ; chefs surveillants ; chefs d'atelier ; contremaîtres ; contremaîtresses ; brigadiers chargeurs ; sous-agents du matériel.

IX. — Courriers convoyeurs ; entreposeurs ; surveillants des télégraphes et des téléphones ; facteurs chefs des postes ; facteurs chefs des télégraphes ; facteurs sous-chefs des postes ; facteurs receveurs.

X. — Facteurs de ville des postes ; facteurs des télégraphes et des téléphones ; jeunes facteurs des télégraphes ; courriers ambulants ; gardiens de bureau sédentaires ; chargeurs ; facteurs locaux et ruraux ; facteurs auxiliaires ; courriers auxiliaires ; gardiens de bureau auxiliaires ; chargeurs auxiliaires ; gardiens d'entrepôt.

XI. — Ouvriers et ouvrières ; hommes de peine ; femmes de service ; concierges auxiliaires.

Art. 15. — Le ministre désigne chaque année dans chacune de ces catégories et pour chaque conseil deux fonctionnaires, agents, sous-agents titulaires ou auxiliaires et ouvriers commissionnés des services extérieurs qui sont appelés à siéger pour les affaires ressortissant à leur catégorie.

Ces membres sont désignés pour une période d'un an ; ils ne peuvent pas être renommés immédiatement ; leur nomination est publiée au *Bulletin mensuel des Postes et des Télégraphes*.

VI. — *Du fonctionnement des conseils*

Art. 16. — Chaque conseil est présidé par le membre de droit le plus ancien en grade.

En cas d'absence, les membres de droit sont suppléés par le fonctionnaire le plus élevé en grade et en traitement du service auquel ils appartiennent.

Les membres nommés sont, le cas échéant, remplacés par des suppléants de leur catégorie, désignés par l'arrêté ministériel qui a nommé les titulaires.

Les fonctions de secrétaire sont remplies par un rédacteur de la direction dans chaque conseil régional, et par un rédacteur de l'administration centrale (bureau du personnel) au conseil central.

Art. 17. — Les conseils régionaux et le conseil central sont composés, pour l'examen de chaque affaire, des membres de droit et des deux représentants de la catégorie à laquelle appartient l'agent en cause.

Art. 18. — Les conseils régionaux délibèrent sur les rapports écrits des chefs de service ayant sous leurs ordres les agents, sous-agents ou ouvriers en cause.

Le conseil central délibère sur les rapports écrits présentés par les services compétents de l'administration centrale.

Les rapports sont accompagnés des dossiers d'enquête et des pièces à l'appui. Il est tenu un registre des délibérations.

Art. 19. — Les conseils ont le droit d'appeler devant eux l'intéressé.

VII. — *Des facultés et des garanties données
au personnel*

Art. 20. — Tout fonctionnaire, agent, sous-agent titulaire ou auxiliaire ou ouvrier commissionné a le droit de présenter ses moyens de défense, soit en personne, soit par l'intermédiaire d'un de ses collègues du même grade résidant au siège du conseil ou d'un avocat.

S'il n'existe pas d'agent de son grade dans la résidence même, l'intéressé peut choisir comme défenseur un de ses collègues du département où siège le conseil de discipline.

Dans le cas où il tiendra à user d'une de ces facultés, il devra, dans un délai de trois jours, en informer par lettre le directeur départemental président du conseil régional, s'il s'agit d'une affaire soumise à cette juridiction, et l'administration centrale (bureau du personnel) pour les affaires ressortissant au conseil central. Le délai de trois jours courra de la réception de l'avis faisant connaître la date à laquelle l'affaire sera appelée devant le conseil compétent. Cet avis lui-même devra être adressé à l'agent en cause huit jours au moins avant sa comparution.

Art. 21. — Lorsqu'une affaire disciplinaire concernant un fonctionnaire, agent, sous-agent ou ouvrier du cadre métropolitain en service aux colonies ou en Algérie est déferée au conseil central, par application des dispositions de l'article 11, l'intéressé n'est autorisé à se pré-

senter en personne qu'autant qu'il n'existe pas de conseil local dans la colonie.

Il peut toutefois se faire représenter par un de ses collègues du même grade ou par un avocat, à charge par lui d'en donner avis dès que l'affaire est soumise à l'administration métropolitaine. En tout état de cause le présent décret ne modifie en rien la compétence et les pouvoirs des conseils de discipline fonctionnant en Algérie et dans les colonies.

Art. 22. — Le rapport disciplinaire, le dossier de l'enquête et toutes les pièces y annexées sont, trois jours avant la séance, tenus au siège du conseil à la disposition de l'intéressé ou de son défenseur.

VIII. — *Dispositions générales*

Art. 23. — En aucun cas les fonctionnaires, agents, sous-agents titulaires ou auxiliaires et ouvriers commissionnés ne peuvent être appelés devant un conseil dans la composition duquel entrerait un ou plusieurs de leurs chefs.

Art. 24. — Les propositions et avis des conseils de discipline régionaux ne peuvent donner lieu à appel devant le conseil central de discipline.

Art. 25. — Les peines proposées par les conseils régionaux et par le conseil central de discipline ne peuvent, en aucun cas, être aggravées.

IX. — *Dispositions d'ordre*

Art. 26. — Les dispositions contraires à celles du présent décret sont et demeurent abrogées.

Art. 28. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur à partir du 1^{er} septembre 1906.

Art. 28. — Le ministre des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 9 juin 1906.

A. FALLIÈRES

Par le Président de la République :
Le ministre des Travaux publics,
des Postes et des Télégraphes,

LOUIS BARTHOU

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 8 SEPTEMBRE 1906

Relatif à l'établissement des tableaux d'avancement et à la discipline du personnel de l'Administration centrale des Postes et des Télégraphes.

Le ministre des Travaux publics, des Postes et Télégraphes,

Vu le décret du 7 septembre 1906 portant modification dans l'organisation de l'administration centrale des postes et des télégraphes ;

Vu, notamment, l'article 13 de ce décret spécifiant que les règles relatives à l'établissement des tableaux d'avancement et à la discipline du personnel des services extérieurs sont applicables au personnel de l'administration centrale et que les règles de détail spéciales à l'administration centrale sont déterminées par arrêté ministériel ;

Vu les décrets du 9 juin 1906 concernant l'établissement des tableaux d'avancement et la discipline du personnel des services extérieurs ;

Sur la proposition du sous-secrétaire d'État des postes et télégraphes.

ARRÊTE :

.
.
.

Art. II. — Pour l'examen en conseil des directeurs, des propositions disciplinaires, le personnel de l'administration centrale représenté au conseil dans les condi-

tions déterminées par le décret du 9 juin 1906, concernant la discipline du personnel des services extérieurs, est groupé en sept catégories, savoir :

- I. — Chefs de bureau.
- II. — Sous-chefs de bureau ; bibliothécaire.
- III. — Rédacteurs ; commis classer.
- IV. — Expéditionnaires.
- V. — Surveillantes principales ; surveillantes.
- VI. — Dames employées.
- VII. — Sous-agents.

Les membres appartenant au même service que le fonctionnaire agent ou sous-agent déféré au conseil ne doivent pas prendre part aux délibérations.

Art. 12. — Pour chaque affaire, le conseil délibère sur un rapport écrit présenté par le directeur compétent et accompagné du dossier d'enquête et des pièces à l'appui. Le conseil a le droit d'appeler devant lui l'intéressé qui, de son côté, peut présenter ses moyens de défense, soit en personne, soit par l'intermédiaire d'un de ses collègues du même grade appartenant à l'administration centrale ou d'un avocat.

Art. 13. — Le rapport disciplinaire, le dossier de l'enquête et toutes les pièces y annexées sont, trois jours avant la séance, tenues au secrétariat du conseil, à la disposition de l'intéressé ou de son défenseur.

Art. 14. — Les peines proposées par le conseil ne peuvent, en aucun cas, être aggravées.

Paris le 8 septembre 1906.

LOUIS BARTHOU

DÉCRET DU 2 FÉVRIER 1907

Modifiant le décret du 9 juin 1906, portant organisation des conseils de discipline régionaux et d'un conseil central de discipline, chargés de l'examen des affaires disciplinaires concernant le personnel des services extérieurs des postes et des télégraphes.

Le Président de la République française,

Vu le décret du 23 avril 1883 organisant les services extérieurs de l'administration des postes et des télégraphes ;

Vu le décret du 9 juin 1906 portant organisation des conseils de discipline régionaux et d'un conseil central de discipline ;

Sur la proposition du ministre des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes.

DÉCRÈTE :

Article premier. — Les articles 12, 15, 16 et 20 du décret du 9 juin 1906 sont abrogés et remplacés par les textes suivants, savoir :

Art. 15. — Le conseil central comprend des membres de droit prenant part à toutes les délibérations et des membres représentants dont la compétence est fixée par les articles 14, 15 et 17.

Art. 12. — Tous les trois ans les agents de chacune des catégories prévues à l'article 14 élisent parmi eux pour chaque conseil six délégués dans les formes prescrites par arrêté ministériel.

Les élus de chaque catégorie sont classés d'après le nombre des suffrages recueillis par chacun d'eux : en cas d'égalité du nombre des suffrages la priorité est déterminée par l'ancienneté des services dans l'administration, ou par l'âge si l'ancienneté est la même. Si les élections ne donnent pas de résultats ou donnent des résultats incomplets, la désignation des délégués à élire ou restant à élire a lieu par voie de tirage au sort.

Les délégués sont élus pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Leur désignation est mentionnée au *Bulletin mensuel des Postes et Télégraphes*.

Art. 16. — Chaque conseil est présidé par le membre de droit le plus ancien en grade.

En cas d'absence, les membres de droit sont suppléés par le fonctionnaire le plus élevé en grade et en traitement du service auquel ils appartiennent.

Les deux délégués inscrits en tête de la liste de chaque catégorie sont appelés à siéger pour les affaires ressortissant à leur catégorie. Un cas de décès ou de sortie de fonctions, ou en cas d'empêchement par suite d'avancement, de mutation, d'absence ou de récusation, ils sont suppléés par les autres délégués de la même catégorie dans l'ordre d'inscription sur la liste.

Les fonctions de secrétaire sont remplies par un rédacteur de la direction dans chaque conseil régional, et par un rédacteur de l'administration centrale (direction du personnel) au conseil central.

Art. 20. — Tout fonctionnaire, agent, sous-agent, titulaire ou auxiliaire ou ouvrier commissionné, a le droit

de présenter ses moyens de défense, soit en personne, soit par l'intermédiaire ou avec l'assistance d'un de ses collègues du même grade résidant au siège du conseil, ou d'un avocat.

S'il n'existe pas d'agent de son grade dans la résidence même, l'intéressé peut choisir comme défenseur un de ses collègues du département où siège le conseil de discipline.

Dans le cas où il tiendra à user d'une de ces facultés, il devra, dans un délai de trois jours, en informer par lettre le directeur départemental, président du conseil régional, s'il s'agit d'une affaire soumise à cette juridiction, et l'administration centrale (direction du personnel) pour les affaires ressortissant au conseil central. Le délai de trois jours courra de la réception de l'avis faisant connaître la date à laquelle l'affaire sera appelée devant le conseil compétent. Cet avis lui-même devra être adressé à l'agent en cause, huit jours au moins avant sa comparution.

Tout agent traduit devant le conseil de discipline a le droit de récuser un des délégués.

Art. 2. — Le ministre des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui entrera en vigueur à partir du 1^{er} septembre 1907.

Fait à Paris le 2 février 1907.

ARMAND FALLIÈRES

Par le Président de la République :
Le Ministre des Travaux Publics,
des Postes et des Télégraphes,

LOUIS BARTHOU

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 27 MARS 1907

Réglant l'élection des représentants du personnel
de l'Administration centrale au Conseil des directeurs siégeant
en Conseil de discipline

Le ministre des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes,

Vu...

.

ARRÊTE :

Article premier. — L'élection des membres représentant au conseil des directeurs siégeant en conseil de discipline le personnel de l'administration centrale a lieu tous les trois ans le dernier samedi du mois de mai.

.
.
.

DÉCRET DU 18 JANVIER 1910

Modifiant le décret du 9 juin 1906, relatif à l'organisation et au fonctionnement des Conseils de discipline chargés de l'examen des affaires disciplinaires concernant le personnel des services extérieurs des Postes et des Télégraphes.

Le Président de la République française, vu le décret du 23 avril 1883 organisant les services extérieurs de l'administration des Postes et des Télégraphes,

Vu le décret du 9 juin 1906 portant organisation de conseils de discipline, régionaux et d'un conseil central, chargés de l'examen des affaires disciplinaires concernant le personnel des services extérieurs de l'administration des Postes et des Télégraphes et les décrets modificatifs subséquents,

Sur le rapport du ministre des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Les articles 5, 10, 13, 14, 15, 16 et 20 du décret du 9 juin 1906 sont modifiés comme il suit :

III. — *Des conseils de discipline régionaux*

Des conseils de discipline régionaux sont obligatoirement appelés à donner leur avis sur la suite que comportent les propositions tendant à l'application d'une des

peines du deuxième degré à l'égard des agents, sous-agents ou ouvriers appartenant aux catégories du personnel comprises dans les quatorze derniers groupes de la série B déterminés à l'article 14 ci-après.

Toutefois, lorsque plusieurs agents, sous-agents ou ouvriers sont impliqués dans une affaire qui comporte des sanctions ressortissant, pour les uns, au conseil visé à l'article 10 ci-après ; pour les autres, à un conseil régional, tous sont appelés devant le conseil central.

IV. — *Du conseil central de discipline*

Art. 10. — Il est institué auprès du ministre un conseil central de discipline.

Ce conseil doit obligatoirement donner son avis sur la suite que comportent toutes les propositions tendant à l'application d'une des peines du troisième degré.

Il est également appelé à se prononcer sur les propositions tendant à l'application des peines du deuxième degré, en ce qui concerne les fonctionnaires agents appartenant aux catégories de personnel comprises dans les groupes de la série A et dans les trois premiers groupes de la série B, tels qu'ils sont déterminés par l'article 14 ci-après.

Le conseil central est appelé à statuer lorsqu'une même affaire intéresse plusieurs agents, sous-agents ou ouvriers, et comporte des peines du deuxième et du troisième degré.

Art. 13. — Sont membres de droit :

1° Le directeur ou le chef de cabinet du ministre ;

2° Les directeurs de l'administration centrale et de la caisse nationale d'épargne et le chef du bureau du cabinet.

Celui des membres de droit représentant le service de l'administration centrale qui a établi le rapport disciplinaire soumis au conseil, assiste aux débats et à la délibération avec voix consultative seulement, mais il ne prend pas part au vote.

Il ne peut pas, dans ce cas, exercer la présidence du conseil, qui est assurée par son collègue le plus ancien après lui.

V. — *De la représentation du personnel
dans les conseils*

Art. 14. — Les fonctionnaires, agents, sous-agents, titulaires ou auxiliaires et les ouvriers des services extérieurs sont groupés, au point de vue de leur représentation aux conseils de discipline régionaux et au conseil central de discipline, dans les conditions suivantes :

SÉRIE A

I. — Directeurs départementaux ; sous-directeurs ; inspecteurs principaux.

II. — Directeurs des bureaux ambulants.

III. — Ingénieurs en chef.

IV. — Inspecteurs des services sédentaires ; agents comptables.

V. — Inspecteurs des bureaux ambulants.

VI. — Ingénieurs ordinaires.

SÉRIE B

VII. — Receveurs de bureaux composés; chefs de centres de dépôts télégraphiques; chefs de bureaux centraux téléphoniques.

VIII. — Chefs de section; sous-chefs de section.

IX. — Chefs de brigade.

X. — Rédacteurs.

XI. — Commis principaux sédentaires et ambulants; contrôleurs des services maritimes spéciaux; chefs mécaniciens; agents mécaniciens principaux; chefs dessinateurs.

XII. — Commis surnuméraires; sous-chefs mécaniciens; agents mécaniciens.

XIII. — Receveurs et receveuses de bureaux simples.

XIV. — Expéditionnaires; dessinateurs; conducteurs des travaux; chimiste.

XV. — Dames employées; dames dactylographes.

XVI. — Brigadiers facteurs; chefs surveillants; chefs d'ateliers; contremaîtres, contremaîtresses et sous-contremaîtresses; gardiens de bureaux de direction.

XVII. — Brigadiers chargeurs; sous-agents de matériel; courriers convoyeurs; entreposeurs.

XVIII. — Facteurs receveurs; facteurs chefs des postes; facteurs chefs des télégraphes; facteurs sous-chefs des postes; facteurs du gouvernement.

XIX. — Courriers ambulants; chargeurs; gardiens de bureaux sédentaires.

XX. — Facteurs de toutes catégories (titulaires et auxiliaires); jeunes facteurs.

XXI. — Surveillants chefs d'équipes; ouvriers chefs d'équipe.

XXII. — Sous-agents de l'usine de la Seyne; surveil-

lants ; ouvriers ; hommes de service ; plantons ; ouvrières ; femmes de service ; gérantes de cabines téléphoniques.

XXIII. — Courriers auxiliaires ; gardiens d'entrepôt ; chargeurs auxiliaires.

Art. 15. — Les membres représentants prévus à l'article 12 sont élus à raison de quatre par groupes de catégories du personnel,

Si les élections ne donnent pas de résultats, ou donnent des résultats incomplets, le choix des représentants à désigner a lieu par voie de tirage au sort.

Les représentants sont élus pour deux ans, leur mandat est renouvelable.

Les conditions de l'élection et du tirage au sort sont déterminées par arrêté ministériel.

VI. — *Du fonctionnement des conseils. — De la procédure suivie*

Art 16. — Chaque conseil est présidé par le membre de droit le plus ancien de traitement dans le grade le plus élevé.

En cas d'absence, les membres de droit sont suppléés par le fonctionnaire le plus élevé en grade et en traitement du service auquel ils appartiennent.

Les deux représentants de chaque groupe inscrits en tête de liste sont appelés à siéger pour les affaires ressortissant aux catégories comprises dans le groupe qu'ils représentent.

En cas de décès ou de sortie de fonctions, ou en cas d'empêchement par suite d'avancement, de mutation,

d'absence ou de récusation, ils sont remplacés par les autres représentants du même groupe dans l'ordre d'inscription sur la liste.

Les fonctions de secrétaire sont remplies par un rédacteur de la direction dans chaque conseil régional, et par un rédacteur de l'administration centrale (direction du personnel) au conseil central.

VII. — *Des facultés et des garanties
données au personnel*

Art. 20. — Tout fonctionnaire, agent, sous-agent titulaire ou auxiliaire, ou ouvrier, a le droit de présenter ses moyens de défense, soit en personne, soit par l'intermédiaire d'un de ses collègues du même grade appartenant aux services extérieurs et résidant dans le département siège du conseil ou d'un avocat. Tout employé traduit devant le conseil de discipline a le droit de récuser un des représentants.

Dans le cas où il tiendra à user des facultés énumérées ci-dessus, il devra, dans un délai de trois jours, en informer par lettre le directeur départemental, président du conseil régional, s'il s'agit d'une affaire soumise à cette juridiction, et l'administration centrale (direction du personnel) pour les affaires ressortissant au conseil central.

Le délai de trois jours courra de la réception de l'avis faisant connaître la date à laquelle l'affaire sera appelée devant le conseil compétent. Cet avis lui-même devra

être adressé à l'agent en cause, huit jours au moins avant sa comparution.

Art. 2.— Le ministre des Travaux publics, des Postes et des Télégraphes, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris le 18 janvier 1910.

A. FALLIÈRES

Par le Président de la République :

Le ministre des Travaux publics,
des Postes et des Télégraphes,

A. MILLERAND

ARRÊTÉ DU 19 JANVIER 1910

Instituant des délégués du personnel auprès des chefs de service et du ministre et déterminant les conditions d'élection de ces délégués et des représentants aux conseils de discipline et à la commission centrale d'avancement.

.
.
.

Art. 10. — Les fonctionnaires compris dans chacun des six groupes de la série A (voir le décret du 18 janvier pour la répartition du personnel en séries et en groupes) élisent quatre délégués (deux titulaires et deux suppléants) qui assurent pour le groupe auquel ils appartiennent la représentation prévue par le décret du 18 janvier 1910 auprès du conseil central de discipline.

Ces délégués sont obligatoirement choisis parmi les fonctionnaires attachés à des résidences ou à des services relevant du conseil régional de discipline siégeant à Paris.

Art. 11. — L'ensemble des délégués titulaires élus auprès des directeurs ou des chefs de service par chacun des groupes de la série B élisent parmi les délégués titulaires ou suppléants du même groupe, attachés à des résidences ou à des services relevant du conseil régional

de discipline siégeant à Paris, les quatre représentants (deux titulaires et deux suppléants) auprès du conseil central de discipline, prévus par le décret du 18 janvier 1910.

.
.
.
.

Art. 18. — Pour chacun des 14 derniers groupes de la série B, les délégués titulaires et suppléants auprès des directeurs ou des chefs des départements ou des services rattachés à un même conseil régional de discipline, élisent parmi eux les quatre représentants (deux titulaires et deux suppléants) auprès du conseil de discipline régional dont ils relèvent, prévus par le décret du 8 janvier 1910.

.
.
.

ARRÊTÉ DU 9 FÉVRIER 1910

Instituant des délégués du personnel de l'Administration centrale des Postes et des Télégraphes, auprès des directeurs et du ministre et déterminant les conditions d'élection de ces délégués et des représentants au conseil des directeurs siégeant en commission d'avancement ou en conseil de discipline.

.
.

Article 1. — Il est institué, auprès du ministre et auprès des directeurs du cabinet, des directions de l'administration centrale et de la caisse nationale d'épargne, des délégués du personnel élus dans les conditions prévues par les articles ci après.

Art. 2. — Le personnel est réparti en sept groupes constitués comme il suit :

I. — Chefs de bureau.

II. — Sous-chefs de bureau.

III. — Rédacteurs ; commis classeur.

IV. — Expéditionnaires ; dessinateurs.

V. — Dames employées y compris les surveillantes principales et ordinaires.

VII. — Chefs surveillants ; gardiens de bureau ; jeunes facteurs.

VII. — Ouvriers ; hommes de service ; lingères ; femmes de service.

.
.

Art. 10. — Tous les fonctionnaires compris dans les deux premiers groupes prévus dans l'article 2 du présent arrêté élisent quatre délégués (deux titulaires et deux suppléants) qui assurent, pour le groupe auquel ils appartiennent, la représentation auprès du conseil des directeurs siégeant en conseil de discipline, prévue par l'arrêté du 8 septembre 1910, modifié par l'arrêté du 9 février 1910.

Art. 11. — L'ensemble des délégués titulaires et suppléants élus auprès des directeurs, par chacun des cinq derniers groupes déterminés à l'article 2 susvisé, élisent parmi eux les quatre représentants (deux titulaires et deux suppléants) auprès du conseil des directeurs siégeant en conseil de discipline, prévus par l'arrêté du 8 septembre 1906 modifié par l'arrêté du 9 février 1910.

.
.

DÉCRET DU 25 AVRIL 1910

Réglant les conditions de recrutement et d'avancement et la discipline du personnel de l'Administration centrale des Postes et des Télégraphes et de la direction de la Caisse nationale d'épargne.

.
.

Art. 13. — Les peines disciplinaires dont peuvent être passibles les fonctionnaires, agents et sous-agents de l'administration centrale et de la direction de la caisse nationale d'épargne sont graduées ainsi qu'il suit :

- 1° L'avertissement ;
- 2° La réprimande avec ou sans radiation du tableau d'avancement ;
- 3° Le renvoi dans les services extérieurs ;
- 4° La rétrogradation de classe ;
- 5° La rétrogradation de grade ;
- 6° La mise en disponibilité d'office ;
- 7° La révocation.

L'avertissement est infligé directement par le directeur.

Les autres peines sont infligées par le ministre.

Toutefois, la révocation des directeurs et de l'agent

comptable de la caisse nationale d'épargne ne peut être prononcée que par décret.

Les fonctionnaires, les agents, les dames employées et les sous-agents appelés dans les services extérieurs par mesure disciplinaire sont nommés, dans leur nouvel emploi, à l'échelon de traitement correspondant à leur ancienneté de service dans l'administration.

Ils reprennent, le cas échéant, leurs droits à l'indemnité pour frais de séjour attachée à leur nouvelle résidence.

.

Art. 15. — Les règles concernant l'avancement et la discipline du personnel des services extérieurs des postes et des télégraphes sont applicables au personnel de l'administration centrale, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent règlement.

Un arrêté ministériel détermine sur ces deux points les mesures de détail spéciales à l'administration centrale.

.

Vu : le Président de la thèse,
BERTHÉLEMY

Vu : le Doyen,
CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
LIARD

BIBLIOGRAPHIE

BERTHÉLEMY. — *Précis de droit administratif.*

Comité d'études des associations de fonctionnaires. Examen de la proposition Buisson sur le statut des fonctionnaires.

Comptes rendus sténographiés des Congrès de l'association générale des postes, années 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908. 1909.

THIBAUT. — *Trois agents des postes devant le conseil de discipline.*

THIBAUT. — *Conférence sur les conseils de discipline.*

MAC CARTHY. — *La Discipline des postiers anglais.*

KOHN. — *Discipline des fonctionnaires et employés de l'État suisse.*

Décret du 21 novembre 1901, instituant un conseil de discipline dans l'administration des postes

Décret du 9 juin 1906.

Arrêté du 9 juin 1906.

Circulaire du 28 juin 1906.

Décret du 7 septembre 1906.

Arrêté du 8 septembre 1906.

Décret du 2 février 1907.

Arrêté du 15 mars 1907.

Décrets du 18 janvier 1910.

Arrêtés du 19 janvier.

Arrêtés du 9 février 1910 et du 25 avril 1910.

Loi du 21 juillet 1850, réglant l'action disciplinaire en
Allemagne.

Loi fédérale suisse du 9 décembre 1850.

Loi fédérale suisse du 25 mai 1849.

Ordonnance du 26 novembre 1870, sur l'organisation de
l'administration des postes en Suisse.

Instruction de l'administration des postes suisses de
1907.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.....	5
INTRODUCTION.....	13
La Discipline dans l'administration des postes au cours du XIX ^e siècle.....	17
Décret du 21 novembre 1901 organisant un conseil de discipline.....	29
Décret du 9 juin 1906. — Conseils régionaux. — Con- seil central. — Réforme de la procédure.....	45
Arrêtés et circulaires relatifs à la mise en vigueur du décret du 9 juin 1906.....	55
Examen du décret du 9 juin 1906.....	63
Extension de la réglementation nouvelle à l'admi- nistration centrale.....	73
Élection des membres représentants.....	77
Dispositions de détails relatives aux élections.....	81
Décret du 18 janvier 1910. — Arrêtés du 19 janvier 1910. — Retouches partielles.....	91

Arrêté du 9 février 1910 et du 25 avril 1910 (administration centrale).....	105
Les Statuts de fonctionnaires et la discipline.....	111
Les Vœux du personnel. — Les Réformes à accomplir.....	129
La Discipline des employés des postes en Grande-Bretagne, Belgique, Allemagne et Suisse.....	151

